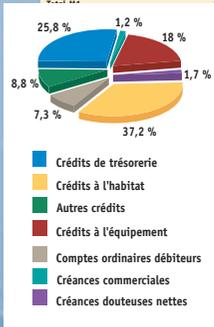




## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>M1</b>							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>M2</b>							
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
<b>M3</b>							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
<b>M4</b>							
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 149 - Statistiques au 31/12/2011

NOUVELLE-CALÉDONIE  
115 000 000



## Nouvelle-Calédonie



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

## Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>2</b>
<b>2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>9</b>
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>13</b>
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	15
4.2 Les passifs des établissements locaux	16
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>18</b>
5.1. Les risques sectoriels	18
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
<b>6. Le financement des concours bancaires</b>	<b>22</b>
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
<b>7. La monétique et les échanges de valeur</b>	<b>23</b>
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>24</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
<b>Annexe : Méthodologie</b>	<b>27</b>

## 1. Synthèse

### *Un environnement économique mondial encore incertain*

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur la stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+ 0,7%), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissement fixe.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3% au 4<sup>ème</sup> trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (-0,5%), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2%. En France, le PIB a augmenté de 0,3%, tiré par la production manufacturée (+ 0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+ 1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4% et est devenue le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2% du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4% de son PIB) les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de « AAA » à « AA+ ». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de 9 états de la zone euro et confirmé les notes de 7 autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de 6 pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que « par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle ». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités de garanties en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut, est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril n'a quasiment jamais été aussi élevé dans l'histoire du pétrole.

### *Une situation encore favorable pour l'économie calédonienne*

Le ralentissement de l'activité de l'économie calédonienne a été limité au 4<sup>e</sup> trimestre 2011. La consommation des ménages est restée ferme, bénéficiant d'un marché du travail toujours dynamique. L'investissement demeure bien orienté, même si quelques signes d'essoufflement sont perceptibles après une année 2010 exceptionnelle, portée par l'impact des grands chantiers.

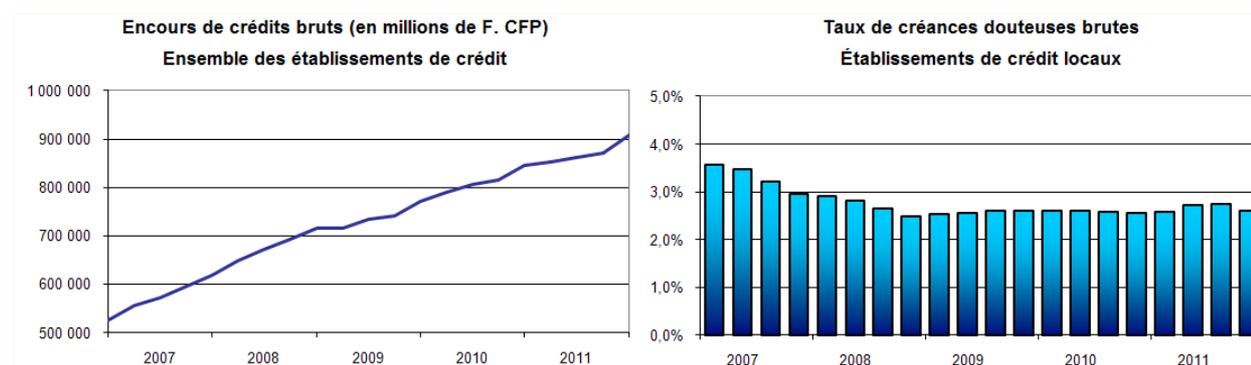
# Conjoncture financière et bancaire

## Une activité bancaire soutenue sur le trimestre ...

La conjoncture monétaire et financière du quatrième trimestre 2011 est caractérisée par une progression marquée des encours de crédit, confortant un rythme de croissance soutenu sur un an :

- l'encours des crédits sains de l'ensemble des établissements de crédit s'accroît nettement au quatrième trimestre 2011 : +4,3 % (contre +1,1 % au trimestre précédent), soit +7,3 % sur un an. La progression des encours des entreprises et des ménages (respectivement +3,4 % et +3,1 %) est toutefois moins marquée que celle des collectivités locales<sup>1</sup> (+18,7 %) ;
- l'encours sain des établissements de crédit locaux accentue sa progression au quatrième trimestre (+4,2 % après +1,2 % au trimestre précédent ; +6,8 % sur un an), en raison notamment de la croissance des crédits à l'habitat des ménages (+4,7 % sur le trimestre ; +9,4 % sur un an) ;
- l'encours des crédits aux entreprises suit la même tendance (+ 3,0 % contre +0,5 % au trimestre précédent), avec une progression encore significative des crédits d'investissement sur le trimestre (+3,0 % ; +5,4 % sur un an) ;
- les crédits de trésorerie des entreprises subissent un tassement au quatrième trimestre (-0,7 % ; -2,2% sur un an) alors que l'encours des comptes ordinaires débiteurs s'accroît de manière significative (+4,3 % ; +9,4 % sur un an) ;
- la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste saine, avec un taux de créances douteuses brutes en légère diminution, à 2,6 % (-0,1 point sur le trimestre), alors que le taux de provisionnement s'améliore (66,1 % ; +1,2 point).

L'activité de collecte progresse plus fortement qu'au trimestre précédent (+1,8 % contre +0,7 %), tirant partie de la nette progression des dépôts à vue (+7,5 %).



... avec cependant des résultats contrastés selon les établissements de crédit.

Dans le détail, la situation doit être nuancée selon les catégories d'établissements de crédit.

Ainsi, la croissance de l'encours de crédits porté par les établissements situés hors zone d'émission (27,4 % du total de l'encours) a ralenti sur les douze derniers mois (+8,8 %, contre + 12,8 % en 2010).

De même, les banques FBF de la place (69 % du total de l'encours) affichent une légère décélération de leur activité de crédit sur la période (+7,7 % contre +9,2 % en 2010). Elles ont bénéficié de la demande des ménages en matière de crédits à l'habitat (+9,4 % sur un an) et de la demande de financement des entreprises (+5,1 %, dont +6,5 % pour les crédits d'investissement).

Les sociétés financières de la place (3,6 % du total de l'encours) présentent, depuis plusieurs trimestres déjà, une baisse de leur volume d'activité. Leur encours diminue ainsi de 0,6 % sur le trimestre (-7,6 % sur un an), conséquence notamment du recul des financements sous forme de crédit-bail.

<sup>1</sup> NB : Un établissement hors zone a amélioré son système déclaratif SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) au 4<sup>e</sup> trimestre 2011. Cet ajustement s'est traduit par une variation significative de son encours sur le trimestre.

# Conjoncture financière et bancaire

## Les crédits aux entreprises demeurent favorablement orientés

L'encours des crédits aux entreprises octroyés par l'ensemble des établissements de crédit enregistre une évolution dynamique au quatrième trimestre 2011 (+3,4 % après +0,6 % au trimestre précédent).

Ainsi, la progression de l'encours des crédits d'investissement s'accroît sur le trimestre (+2,6 % après +1,4 %) et la demande de financement des besoins d'exploitation progresse (+2,1% contre -3,1 % le trimestre précédent), du fait de l'augmentation des comptes ordinaires débiteurs (+4,6 %). Sur douze mois, la demande de financement des entreprises reste significative (+ 5,6 %) avec une hausse de 6,2 % des crédits à l'investissement, les crédits d'exploitation subissant pour leur part un léger tassement (-0,2 %).

Au plan sectoriel, les activités immobilières expliquent l'essentiel de l'augmentation de l'endettement des entreprises sur le trimestre. Concentrant un tiers des engagements en faveur des entreprises, elles affichent une progression de leur encours de 3,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre (+11,2 % sur un an). Les concours bancaires en faveur du secteur de la construction (14 % des engagements totaux des entreprises) sont en diminution sur la période sous revue (-2,1 % ; +1,0 % sur un an). Enfin, l'endettement du commerce (14 % des engagements en faveur des entreprises) se replie de 2 % (+4,5 % sur un an).

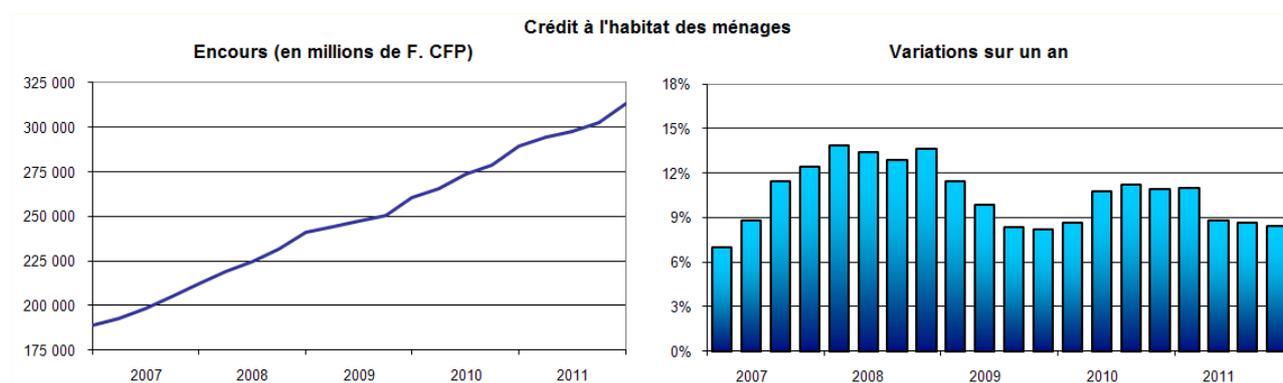
## Une conjoncture toujours porteuse pour les crédits aux ménages

La demande de financement des ménages auprès de l'ensemble des établissements de crédit s'accroît au quatrième trimestre 2011 (+3,1 %, après +2 % au trimestre précédent). Sur un an, la hausse de l'encours des ménages reste élevée (+7,7 %), mais ralentit par rapport à 2010 (+10,6 %).

L'encours des crédits à l'habitat des ménages, principale composante de l'endettement des particuliers (80 %), se révèle plus dynamique qu'au trimestre précédent (+3,5 % contre +1,7 %). Sur douze mois, la hausse ressort à +8,4 %, soit un rythme moins soutenu qu'au cours de la période précédente (+10,9 % en 2010).

La croissance des crédits à la consommation est modérée sur le trimestre (+1 %; +3,9 % sur un an), malgré la progression des crédits de trésorerie (+2,7 % sur le trimestre, +7,3 % sur un an).

Malgré ces évolutions favorables, la vulnérabilité des ménages se détériore ce trimestre : les incidents de paiement sur chèques et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmentent respectivement de 11 % et 3 % par rapport au trimestre précédent. Les décisions de retrait de cartes bancaires progressent également de 13 %.



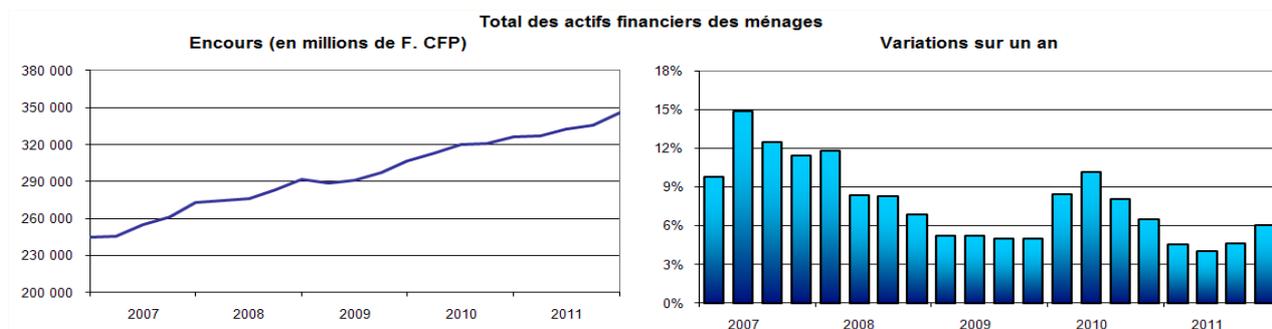
## Parallèlement, les ménages continuent d'épargner

Sur le quatrième trimestre de l'année, l'activité de collecte des établissements locaux auprès des ménages ressort en hausse de 3 %. Dans le détail, l'augmentation des liquidités -dépôts à vue pour l'essentiel - se révèle largement plus marquée que celle des placements à court<sup>1</sup> et à long terme<sup>1</sup> (+9,5 % contre +0,4 % et +0,3 % respectivement).

<sup>1</sup> Comptes sur livrets, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.

## Conjoncture financière et bancaire

Sur douze mois, les ménages affichent une progression de 6 % de leurs actifs financiers. L'encours des dépôts à vue augmente de 11,2 %, contre +5,7 % pour l'épargne à court terme (dont +8 % pour l'encours des livrets ordinaires) et seulement +1,9 % pour les placements à long terme. Le niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire rend en effet moins attractive la rémunération des placements indexés : leur encours s'en ressent et diminue de -1,3 % sur un an. En revanche, l'encours des comptes sur livrets A et bleus s'affiche en hausse de 11,3 %, bénéficiant du relèvement du taux de rémunération, de 2 % à 2,25%, du Livret A depuis le 1<sup>er</sup> août 2011.

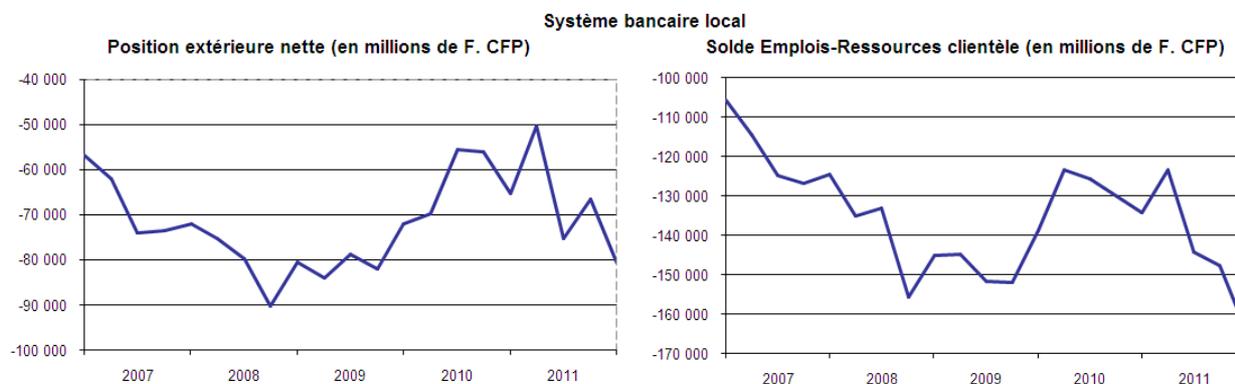


L'activité de collecte des établissements locaux auprès des entreprises est modérément orientée, avec une augmentation de 1,9 % seulement des actifs financiers sur le trimestre, portée essentiellement par les dépôts à vue (+9,9 %), alors que l'encours des comptes à terme se replie de 7,3 %. Sur douze mois, les actifs financiers des entreprises ressortent en baisse de 2,2 %, dont -2 % pour les dépôts à vue et -1,1 % pour les comptes à terme.

*Sur un an, la masse monétaire continue de progresser, contrairement au solde emplois/ressources des établissements locaux, qui se dégrade*

La masse monétaire (M3) s'accroît de 2,4 % au quatrième trimestre, en liaison notamment avec l'augmentation des dépôts à vue (+7,5 %). Au final, sur l'année 2011, la croissance de M3 ressort à +3,2 %, contre +11,6 % au cours de l'année précédente.

La progression de l'activité de collecte ayant été moins marquée que celle de l'activité de crédit sur le trimestre (respectivement +2,0 % contre +4,1 %), le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle, de 16,3 milliards de F CFP. Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'accroît *in fine* de 14 milliards de F CFP, pour s'établir à -80 milliards de F CFP au 31 décembre 2011, après une diminution de 8,7 milliards de F CFP le trimestre précédent.



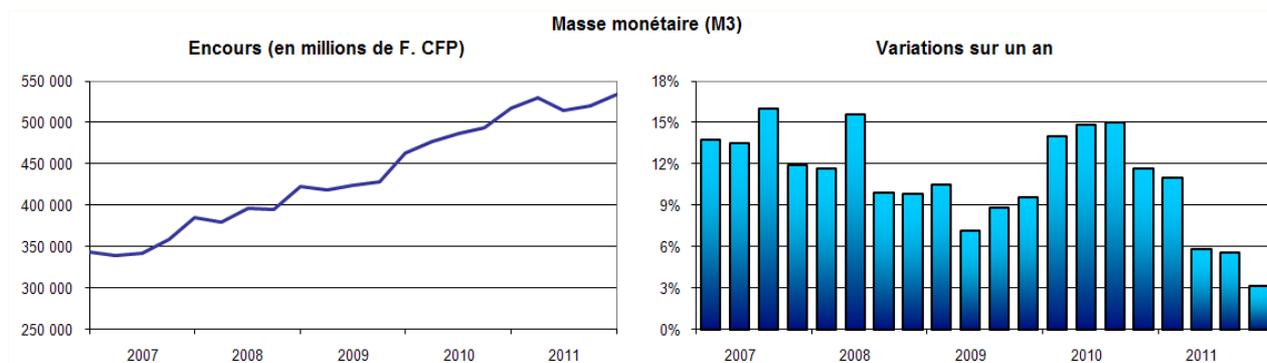
<sup>1</sup> PEL, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie, etc.

# Conjoncture financière et bancaire

## 2. La masse monétaire et ses contreparties

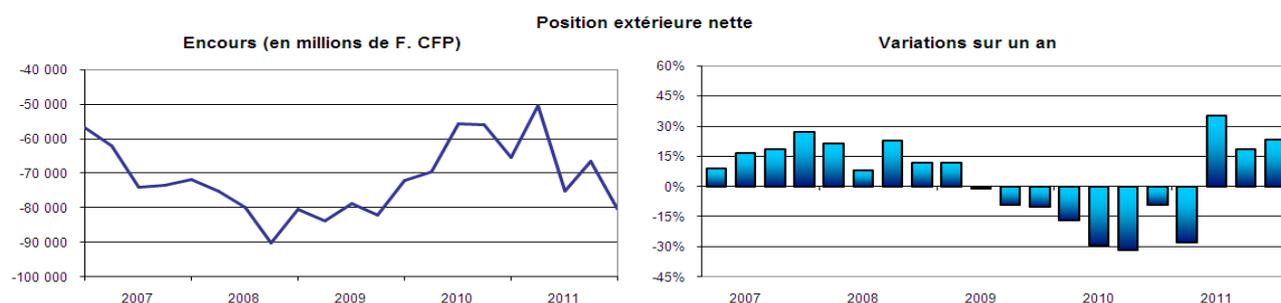
### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666	13 733	14 070	14 553	15 931	9,5%	8,6%	
<i>Billets</i>	11 225	11 461	12 159	12 555	13 068	12 129	12 448	12 899	14 233	10,3%	8,9%	
<i>Pièces</i>	1 292	1 385	1 467	1 551	1 598	1 604	1 622	1 654	1 698	2,7%	6,3%	
Dépôts à vue	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	238 141	221 270	229 275	246 501	7,5%	0,5%	
<b>TOTAL M1</b>	<b>190 279</b>	<b>201 031</b>	<b>210 117</b>	<b>228 285</b>	<b>259 889</b>	<b>251 874</b>	<b>235 340</b>	<b>243 828</b>	<b>262 432</b>	<b>7,6%</b>	<b>1,0%</b>	
<b>M2-M1</b>	<b>65 726</b>	<b>68 408</b>	<b>75 850</b>	<b>89 902</b>	<b>93 205</b>	<b>95 350</b>	<b>97 525</b>	<b>99 796</b>	<b>99 559</b>	<b>-0,2%</b>	<b>6,8%</b>	
Comptes sur livrets	64 894	67 658	75 157	89 203	92 529	94 677	96 867	99 158	98 942	-0,2%	6,9%	
Comptes épargne logement	832	750	693	699	676	673	658	638	617	-3,3%	-8,7%	
<b>TOTAL M2</b>	<b>256 005</b>	<b>269 439</b>	<b>285 967</b>	<b>318 187</b>	<b>353 094</b>	<b>347 224</b>	<b>332 865</b>	<b>343 624</b>	<b>361 991</b>	<b>5,3%</b>	<b>2,5%</b>	
<b>M3-M2</b>	<b>88 031</b>	<b>115 615</b>	<b>136 777</b>	<b>144 889</b>	<b>163 887</b>	<b>182 826</b>	<b>182 312</b>	<b>177 216</b>	<b>171 444</b>	<b>-3,3%</b>	<b>4,6%</b>	
Dépôts à terme	87 247	114 982	136 236	144 604	163 732	182 678	182 176	177 080	171 308	-3,3%	4,6%	
Bons de caisse	784	633	541	285	155	148	136	136	136	0,0%	-12,3%	
<b>Total M3</b>	<b>344 036</b>	<b>385 054</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>516 981</b>	<b>530 050</b>	<b>515 177</b>	<b>520 840</b>	<b>533 435</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,2%</b>	
<b>P1</b>	<b>5 969</b>	<b>5 102</b>	<b>4 303</b>	<b>4 189</b>	<b>4 004</b>	<b>4 019</b>	<b>3 991</b>	<b>3 899</b>	<b>3 883</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-3,0%</b>	
Plans d'épargne logement	5 929	5 053	4 245	4 128	3 935	3 951	3 889	3 798	3 785	-0,3%	-3,8%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	40	49	58	61	69	68	102	101	98	-3,0%	42,0%	
<b>M3+P1</b>	<b>350 005</b>	<b>390 156</b>	<b>427 047</b>	<b>467 265</b>	<b>520 985</b>	<b>534 069</b>	<b>519 168</b>	<b>524 739</b>	<b>537 318</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,1%</b>	



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an	
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>94 440</b>	<b>101 503</b>	<b>97 962</b>	<b>110 799</b>	<b>107 355</b>	<b>114 720</b>	<b>96 190</b>	<b>106 539</b>	<b>104 309</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-2,8%</b>	
Institut d'émission	24 770	27 621	25 795	35 886	35 454	30 706	31 293	30 718	36 986	20,4%	4,3%	
Etablissements de crédit	69 670	73 882	72 167	74 913	71 901	84 014	64 897	75 821	67 323	-11,2%	-6,4%	
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>12 884</b>	<b>14 304</b>	<b>16 070</b>	<b>16 154</b>	<b>17 077</b>	<b>17 233</b>	<b>17 401</b>	<b>17 856</b>	<b>18 255</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,9%</b>	
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>236 712</b>	<b>269 247</b>	<b>308 712</b>	<b>336 123</b>	<b>392 549</b>	<b>398 097</b>	<b>401 586</b>	<b>396 445</b>	<b>410 871</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,7%</b>	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	426 551	482 439	537 186	569 122	616 830	620 199	625 436	633 145	658 978	4,1%	6,8%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	189 839	213 192	228 474	232 999	224 281	222 102	223 850	236 700	248 107	4,8%	10,6%	
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	39 721	44 306	47 522	50 094	50 461	50 260	53 561	53 288	52 735	-1,0%	4,5%	
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	9 929	9 943	9 627	10 390	10 826	11 001	11 135	11 280	11 346	0,6%	4,8%	
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	126 375	145 815	152 590	146 929	137 210	134 303	140 125	142 349	147 833	3,9%	7,7%	
<i>Epargne contractuelle</i>	5 969	5 102	4 303	4 189	4 004	4 019	3 991	3 899	3 883	-0,4%	-3,0%	
<i>Divers</i>	7 845	8 026	14 432	21 397	21 780	22 519	15 038	25 884	32 310	24,8%	48,3%	
<b>Total M3</b>	<b>344 036</b>	<b>385 054</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>516 981</b>	<b>530 050</b>	<b>515 177</b>	<b>520 840</b>	<b>533 435</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,2%</b>	
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-56 705</b>	<b>-71 933</b>	<b>-80 423</b>	<b>-72 016</b>	<b>-65 309</b>	<b>-50 289</b>	<b>-75 228</b>	<b>-66 528</b>	<b>-80 510</b>	<b>21,0%</b>	<b>23,3%</b>	

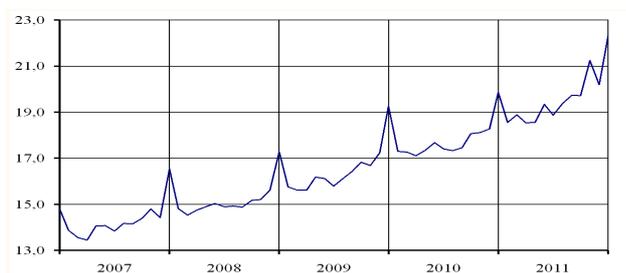


# Conjoncture financière et bancaire

## 2.3 La circulation fiduciaire

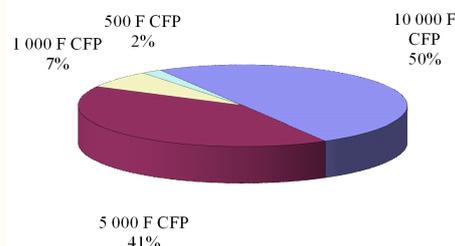
### Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2011

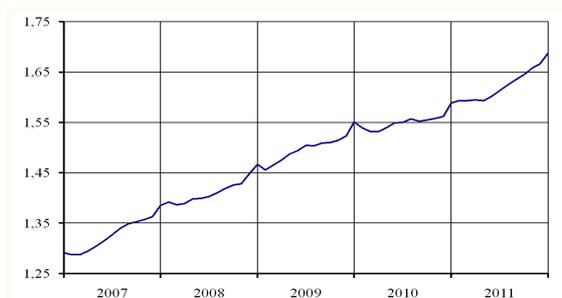


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>4 055 647</b>	<b>4 351 857</b>	<b>4 403 272</b>	<b>4 771 924</b>	<b>4 725 277</b>	<b>4 333 965</b>	<b>4 426 910</b>	<b>4 632 790</b>	<b>5 318 342</b>	<b>14,8%</b>	<b>12,6%</b>	
10 000 F CFP	649 091	735 791	809 158	939 254	982 808	937 084	959 921	1 007 194	1 117 653	11,0%	13,7%	
5 000 F CFP	1 337 874	1 501 818	1 507 125	1 614 895	1 667 236	1 535 229	1 542 792	1 604 663	1 833 294	14,2%	10,0%	
1 000 F CFP	1 148 253	1 242 714	1 222 067	1 368 756	1 303 506	1 119 340	1 193 062	1 215 657	1 530 311	25,9%	17,4%	
500 F CFP	920 429	871 534	864 922	849 019	771 727	742 312	731 135	805 276	837 084	3,9%	8,5%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>14 789</b>	<b>16 546</b>	<b>17 282</b>	<b>19 260</b>	<b>19 854</b>	<b>18 537</b>	<b>18 872</b>	<b>19 714</b>	<b>22 292</b>	<b>13,1%</b>	<b>12,3%</b>	
10 000 F CFP	6 491	7 358	8 092	9 393	9 828	9 371	9 599	10 072	11 177	11,0%	13,7%	
5 000 F CFP	6 689	7 509	7 536	8 075	8 336	7 676	7 714	8 023	9 167	14,2%	10,0%	
1 000 F CFP	1 148	1 243	1 222	1 369	1 304	1 119	1 193	1 216	1 530	25,9%	17,4%	
500 F CFP	460	436	433	425	386	371	366	403	419	3,9%	8,4%	

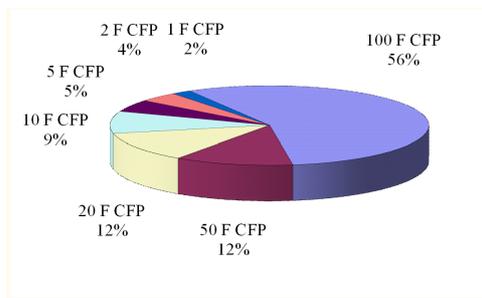
### Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2011



Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>98 917 590</b>	<b>104 539 836</b>	<b>110 640 701</b>	<b>116 437 433</b>	<b>121 895 525</b>	<b>123 131 285</b>	<b>124 476 283</b>	<b>126 468 234</b>	<b>128 834 096</b>	<b>1,9%</b>	<b>5,7%</b>	
100 F CFP	7 327 385	7 938 841	8 378 492	8 838 357	8 806 333	8 819 069	8 929 637	9 116 417	9 392 714	3,0%	6,7%	
50 F CFP	3 093 093	3 257 982	3 440 760	3 625 933	3 857 768	3 855 475	3 908 979	4 003 955	4 104 168	2,5%	6,4%	
20 F CFP	7 529 363	7 974 330	8 537 805	9 092 135	9 674 113	9 708 496	9 757 004	9 908 511	10 142 553	2,4%	4,8%	
10 F CFP	10 818 837	11 479 900	12 307 884	13 056 290	13 925 134	14 087 280	14 209 787	14 479 573	14 786 298	2,1%	6,2%	
5 F CFP	12 649 908	13 461 161	14 473 084	15 629 234	16 650 982	16 935 199	17 127 603	17 434 270	17 825 061	2,2%	7,1%	
2 F CFP	24 612 881	26 045 406	27 443 451	28 672 571	29 983 196	30 311 729	30 747 232	31 201 708	31 738 819	1,7%	5,9%	
1 F CFP	32 886 123	34 382 216	36 059 225	37 522 913	38 997 999	39 414 037	39 796 041	40 323 800	40 844 483	1,3%	4,7%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 292</b>	<b>1 385</b>	<b>1 467</b>	<b>1 550</b>	<b>1 589</b>	<b>1 595</b>	<b>1 613</b>	<b>1 645</b>	<b>1 689</b>	<b>2,7%</b>	<b>6,3%</b>	
100 F CFP	733	794	838	884	881	882	893	912	939	3,0%	6,7%	
50 F CFP	155	163	172	181	193	193	195	200	205	2,5%	6,4%	
20 F CFP	151	160	171	182	194	194	195	198	203	2,4%	4,9%	
10 F CFP	108	115	123	131	139	141	142	145	148	2,1%	6,2%	
5 F CFP	63	67	72	78	83	85	86	87	89	2,2%	7,0%	
2 F CFP	49	52	55	57	60	61	62	62	64	1,8%	5,8%	
1 F CFP	33	34	36	38	39	39	40	40	41	1,2%	4,6%	

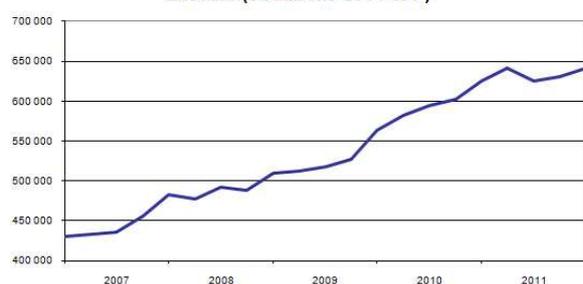
## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 3.1 Les actifs par agent

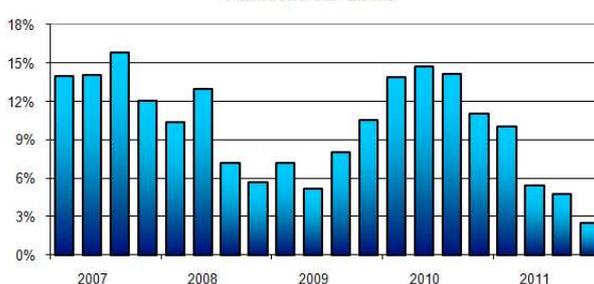
Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	136 863	155 149	157 891	187 129	213 520	222 305	201 004	205 089	208 888	1,9%	-2,2%
<b>Dépôts à vue</b>	89 121	97 209	101 369	116 942	122 825	117 255	101 327	109 507	120 351	9,9%	-2,0%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	45 387	54 601	55 529	69 094	89 163	103 582	98 210	94 210	87 170	-7,5%	-2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	275	259	261	563	558	581	383	340	174	-48,8%	-68,8%
Placements indexés sur les taux du marché	45 112	54 342	55 268	68 531	88 605	103 001	97 827	93 870	86 996	-7,3%	-1,8%
dont comptes à terme	40 449	47 909	52 067	62 069	82 008	96 279	92 075	88 144	81 068	-8,0%	-1,1%
dont OPCVM monétaires	4 663	6 433	3 201	6 462	6 597	6 722	5 752	5 727	5 928	3,5%	-10,1%
<b>Placements à long terme</b>	2 355	3 339	993	1 093	1 532	1 468	1 467	1 372	1 367	-0,4%	-10,8%
dont OPCVM non monétaires	2 343	2 060	992	1 081	1 492	1 438	1 438	1 354	1 336	-1,3%	-10,5%
<b>Ménages</b>	245 171	273 080	291 709	306 341	326 170	327 473	332 927	335 795	345 765	3,0%	6,0%
<b>Dépôts à vue</b>	67 370	71 436	74 900	78 287	93 438	91 286	93 845	94 852	103 895	9,5%	11,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	99 734	117 662	135 038	133 842	124 287	126 458	128 657	130 761	131 319	0,4%	5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	62 556	64 704	72 269	84 567	87 730	90 144	91 795	94 403	95 224	0,9%	8,5%
Livrets ordinaires	49 155	50 645	56 339	68 769	71 278	73 500	74 757	76 846	77 012	0,2%	8,0%
Livrets A et bleus	12 318	13 047	14 946	14 779	15 431	15 618	16 002	16 545	17 182	3,5%	11,3%
Livrets jeunes	253	265	294	322	345	354	378	374	412	10,2%	19,4%
Comptes d'épargne logement	830	747	690	697	676	673	658	638	617	-3,3%	-8,7%
Placements indexés sur les taux du marché	37 178	52 958	62 769	49 275	36 557	36 314	36 862	36 358	36 095	-0,7%	-1,3%
dont comptes à terme	23 006	36 489	47 914	36 732	30 134	29 775	30 290	30 168	30 538	1,2%	1,3%
dont bons de caisse	784	633	541	285	155	148	136	136	136	0,0%	-12,3%
dont OPCVM monétaires	13 389	15 836	14 314	12 258	6 268	6 391	6 435	6 053	5 421	-10,4%	-13,5%
<b>Placements à long terme</b>	78 067	83 982	81 771	94 212	108 445	109 729	110 425	110 182	110 551	0,3%	1,9%
Plans d'épargne logement	5 892	5 018	4 239	4 125	3 932	3 948	3 889	3 798	3 785	-0,3%	-3,7%
Autres comptes d'épargne	40	49	56	61	69	68	102	101	98	-3,0%	42,0%
Portefeuille-titres	4 482	4 575	2 627	4 342	4 537	4 280	4 163	3 916	3 944	0,7%	-13,1%
OPCVM non monétaires	6 317	4 408	2 411	2 688	2 936	2 933	2 890	2 720	2 734	0,5%	-6,9%
Contrats d'assurance-vie	61 336	69 932	72 438	82 996	96 971	98 500	99 381	99 647	99 990	0,3%	3,1%
<b>Autres agents</b>	48 856	54 550	60 604	70 332	86 329	91 673	92 077	89 575	86 954	-2,9%	0,7%
<b>Dépôts à vue</b>	21 271	19 540	20 222	18 949	28 961	29 600	26 098	24 916	22 255	-10,7%	-23,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	26 710	34 052	39 621	50 621	56 553	61 298	65 207	63 884	63 918	0,1%	13,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 895	3 445	3 320	4 772	4 916	4 624	5 346	5 052	4 161	-17,6%	-15,4%
Placements indexés sur les taux du marché	23 815	30 607	36 301	45 849	51 637	56 674	59 861	58 832	59 757	1,6%	15,7%
dont comptes à terme	23 792	30 585	36 255	45 804	51 590	56 624	59 811	58 767	59 702	1,6%	15,7%
<b>Placements à long terme</b>	875	958	761	762	815	775	772	775	781	0,8%	-4,2%
<b>TOTAL</b>	430 890	482 779	510 204	563 802	626 019	641 451	626 008	630 459	641 607	1,8%	2,5%
<b>Dépôts à vue</b>	177 762	188 185	196 491	214 178	245 224	238 141	221 270	229 275	246 501	7,5%	0,5%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	171 831	206 315	230 188	253 557	270 003	291 338	292 074	288 855	282 407	-2,2%	4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	65 726	68 408	75 850	89 902	93 204	95 349	97 524	99 795	99 559	-0,2%	6,8%
Placements indexés sur les taux du marché	106 105	137 907	154 338	163 655	176 799	195 989	194 550	189 060	182 848	-3,3%	3,4%
<b>Placements à long terme</b>	81 297	88 279	83 525	96 067	110 792	111 972	112 664	112 329	112 699	0,3%	1,7%

Total des actifs financiers

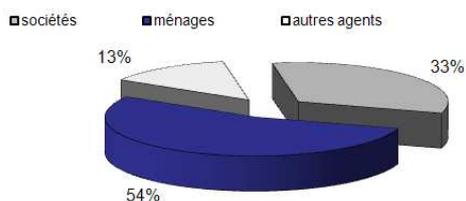
Encours (en millions de F. CFP)



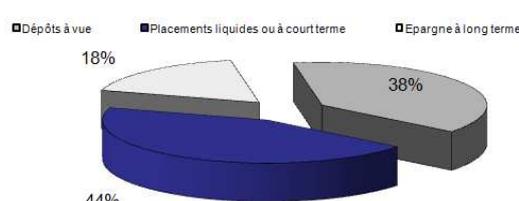
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique décembre 2011

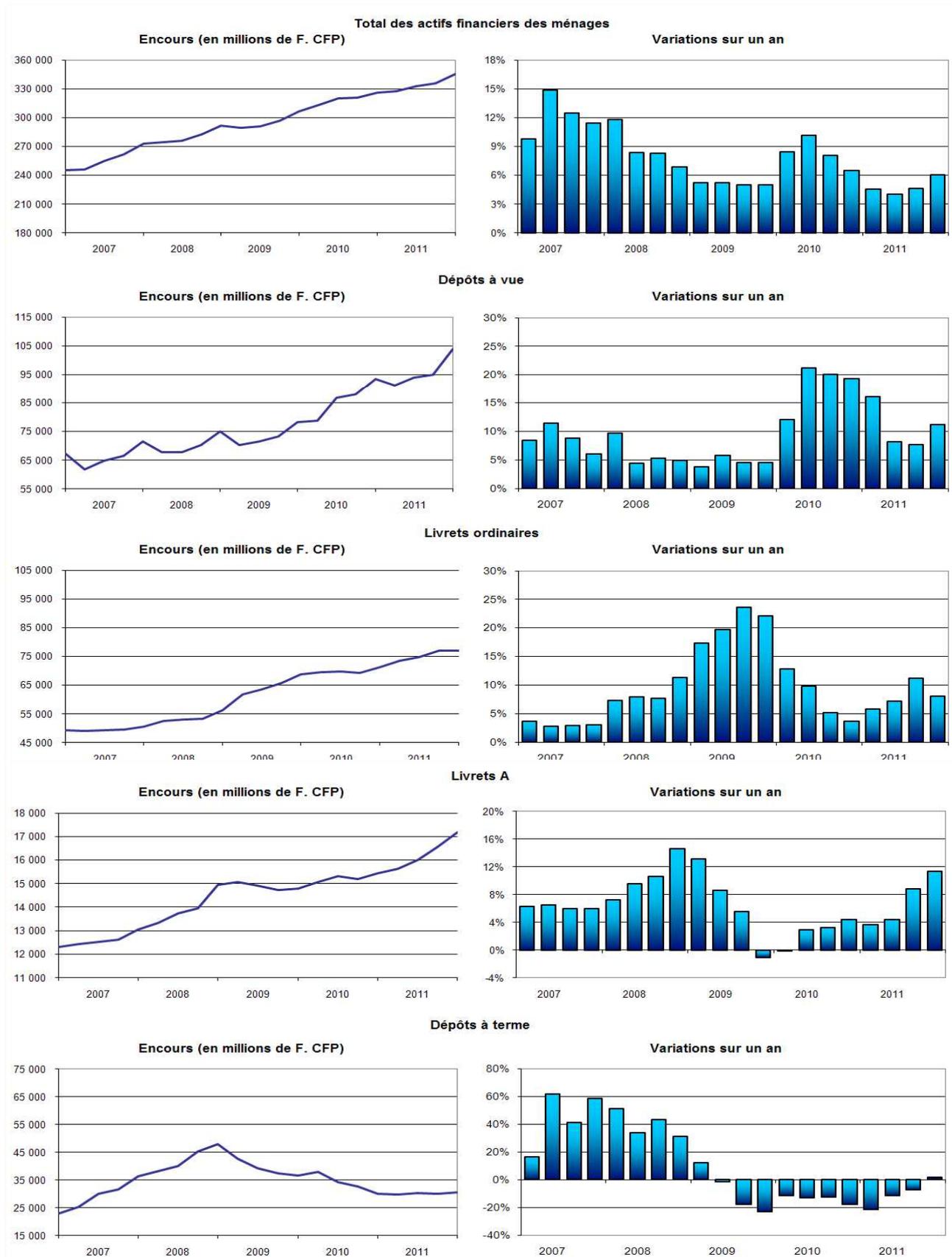


Répartition des actifs financiers par nature décembre 2011



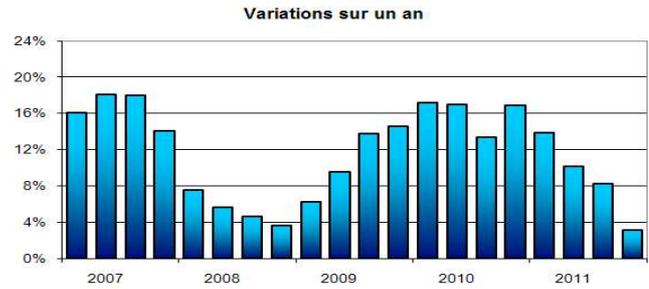
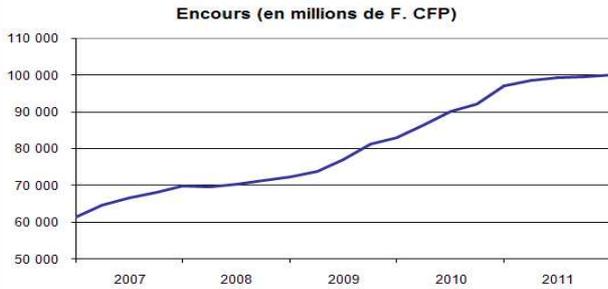
# Conjoncture financière et bancaire

## Les avoirs des ménages

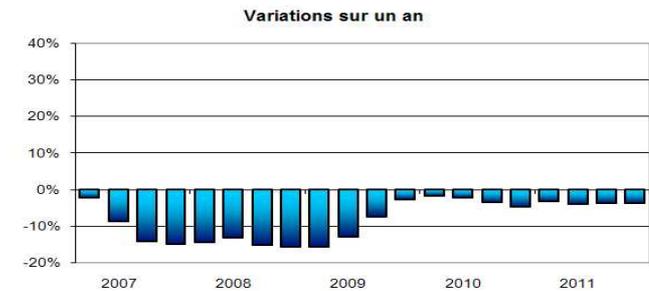
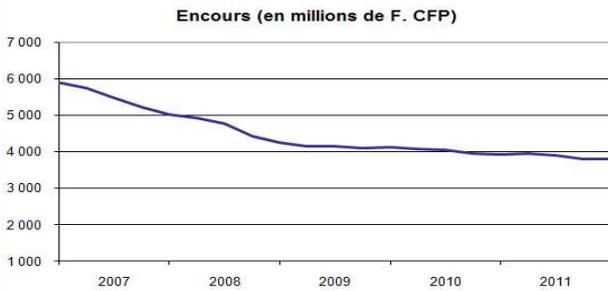


# Conjoncture financière et bancaire

## Contrats d'assurance-vie

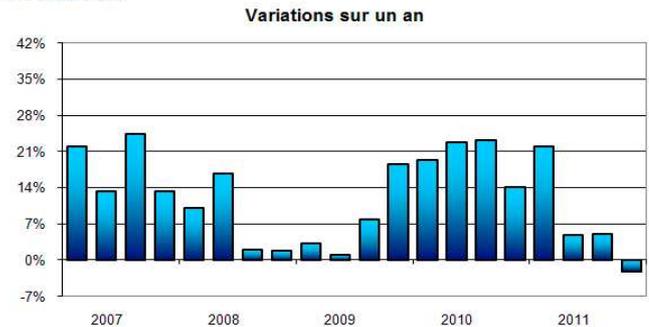


## Plans d'épargne logement

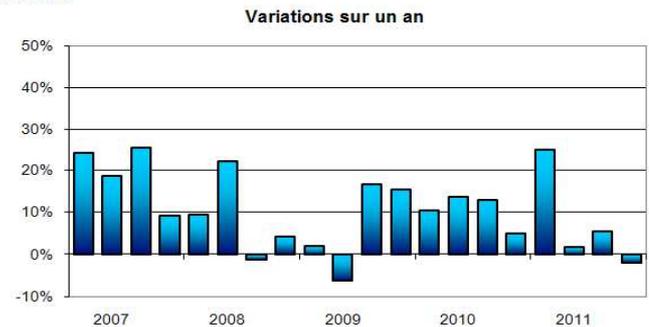


## Les avoirs des sociétés

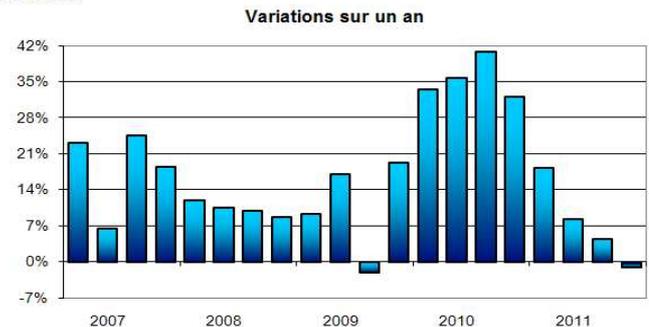
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



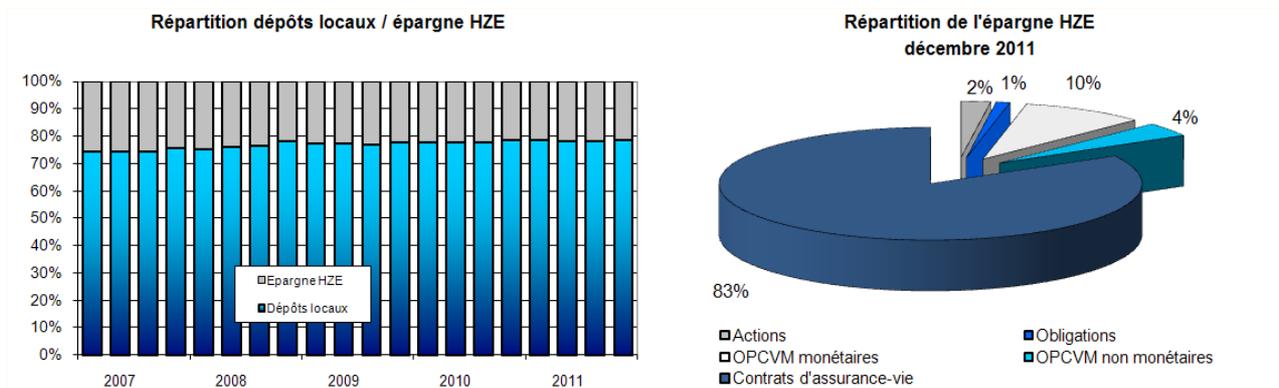
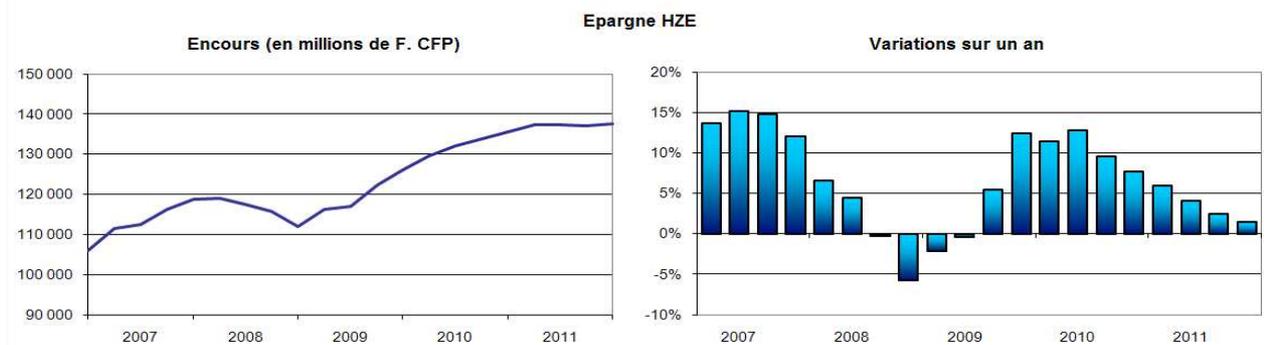
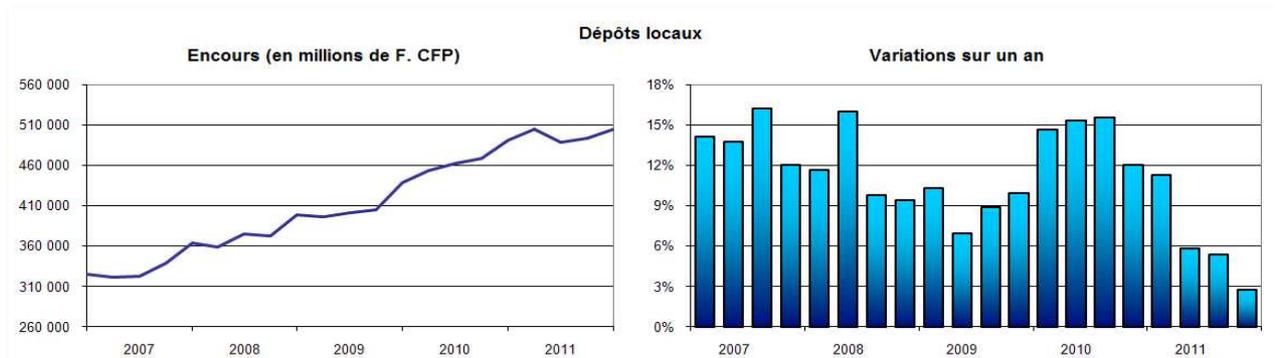
### Dépôts à terme



# Conjoncture financière et bancaire

## 3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	324 874	363 990	398 217	437 871	490 383	504 163	488 687	493 300	503 919	2,2%	2,8%
<b>Dépôts à vue</b>	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	238 141	221 270	229 275	246 501	7,5%	0,5%
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	59 081	60 190	64 949	78 803	81 273	83 196	85 105	86 809	85 974	-1,0%	5,8%
Livrets ordinaires	52 027	54 073	59 660	73 593	76 247	78 150	80 077	81 898	81 062	-1,0%	6,3%
Livrets jeunes	253	265	295	322	346	354	379	374	412	10,2%	19,1%
Comptes d'épargne logement	832	750	693	699	676	673	658	638	617	-3,3%	-8,7%
Plans d'épargne logement	5 929	5 053	4 245	4 128	3 935	3 951	3 889	3 798	3 785	-0,3%	-3,8%
Autres comptes d'épargne	40	49	56	61	69	68	102	101	98	-3,0%	42,0%
<b>Dépôts à terme</b>	87 247	114 982	136 236	144 604	163 732	182 678	182 176	177 080	171 308	-3,3%	4,6%
<b>Bons de caisse</b>	784	633	541	285	155	148	136	136	136	0,0%	-12,3%
<b>Epargne HZE</b>	106 017	118 790	111 984	125 933	135 634	137 288	137 321	137 161	137 688	0,4%	1,5%
Livrets A et livrets ordinaires	12 614	13 320	15 200	15 288	15 935	16 172	16 411	16 885	17 467	3,4%	9,6%
Actions	4 398	5 771	2 550	3 482	3 551	3 289	3 175	2 824	2 718	-3,8%	-23,5%
Obligations	95	83	78	873	1 027	1 021	1 017	1 111	1 269	14,2%	23,6%
OPCVM monétaires	18 075	22 292	17 561	18 766	12 910	13 163	12 237	11 845	11 405	-3,7%	-11,7%
OPCVM non monétaires	9 499	7 392	4 157	4 528	5 240	5 143	5 100	4 849	4 839	-0,2%	-7,7%
Contrats d'assurance-vie	61 336	69 932	72 438	82 996	96 971	98 500	99 381	99 647	99 990	0,3%	3,1%
<b>TOTAL</b>	<b>430 891</b>	<b>482 780</b>	<b>510 201</b>	<b>563 804</b>	<b>626 017</b>	<b>641 451</b>	<b>626 008</b>	<b>630 461</b>	<b>641 607</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,5%</b>



## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

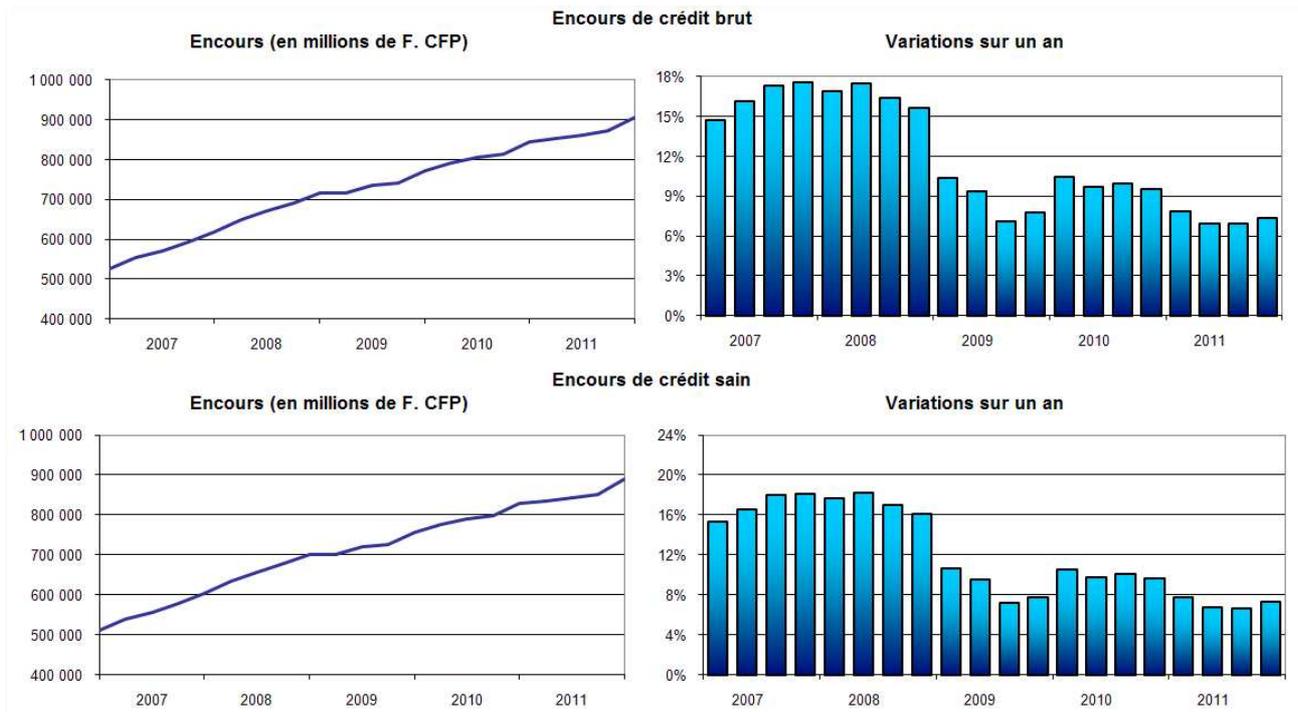
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

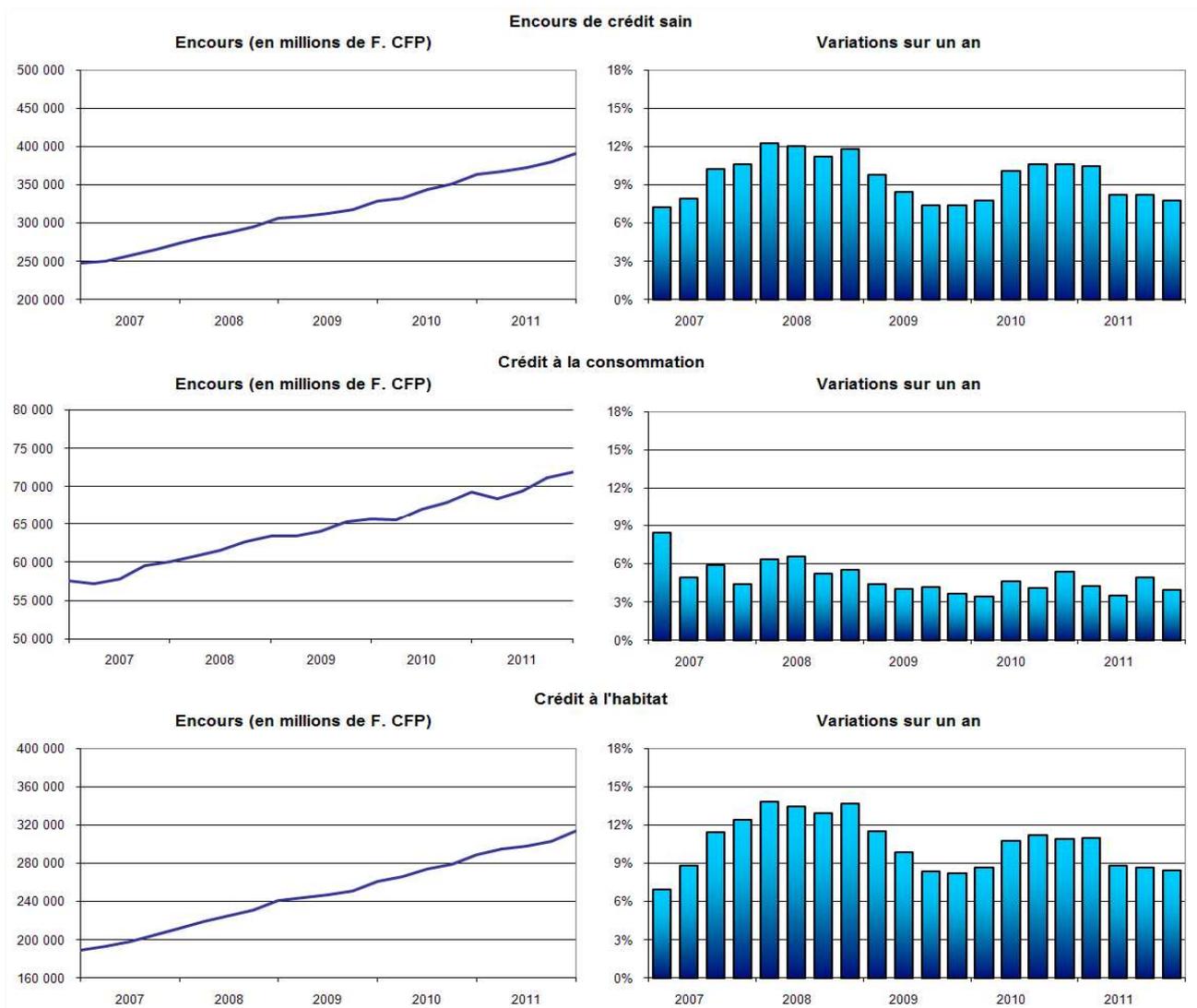
### 4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>217 636</b>	<b>280 893</b>	<b>346 652</b>	<b>382 012</b>	<b>403 490</b>	<b>406 378</b>	<b>409 555</b>	<b>411 988</b>	<b>426 095</b>	<b>3,4%</b>	<b>5,6%</b>
Crédits d'exploitation	66 990	71 287	78 739	76 575	76 605	76 351	77 294	74 862	76 469	2,1%	-0,2%
<i>Créances commerciales</i>	3 125	3 527	3 893	4 047	4 201	3 949	3 998	4 424	5 013	13,3%	19,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34 721	41 495	43 022	44 016	43 442	42 777	40 843	41 632	41 332	-0,7%	-4,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 688	1 649	1 382	1 455	1 427	1 315	1 313	1 490	1 389	-6,8%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	29 145	26 265	31 824	28 512	28 961	29 623	32 453	28 806	30 124	4,6%	4,0%
Crédits d'investissement	99 475	142 675	194 592	206 214	213 900	216 205	218 550	221 521	227 242	2,6%	6,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	89 514	132 142	184 278	197 167	204 756	207 521	209 898	212 551	218 086	2,6%	6,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 585	7 362	8 263	8 787	9 256	9 235	9 168	9 199	9 275	0,8%	0,2%
<i>Crédit-bail</i>	9 962	10 533	10 313	9 048	9 144	8 683	8 651	8 969	9 156	2,1%	0,1%
Crédits à la construction	46 254	60 560	66 089	91 740	101 159	101 472	101 208	103 243	109 321	5,9%	8,1%
Autres crédits	4 917	6 371	7 232	7 483	11 826	12 350	12 503	12 362	13 063	5,7%	10,5%
<b>Ménages</b>	<b>247 192</b>	<b>273 373</b>	<b>305 711</b>	<b>328 208</b>	<b>362 903</b>	<b>367 616</b>	<b>371 958</b>	<b>379 327</b>	<b>390 943</b>	<b>3,1%</b>	<b>7,7%</b>
Crédits à la consommation	57 553	60 065	63 391	65 714	69 219	68 376	69 362	71 197	71 926	1,0%	3,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 760	44 324	47 687	50 844	54 008	53 255	54 271	56 450	57 962	2,7%	7,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 007	2 602	2 895	2 913	3 793	4 103	4 387	4 355	3 834	-12,0%	1,1%
<i>Crédit-bail</i>	11 786	13 139	12 809	11 957	11 419	11 019	10 703	10 392	10 130	-2,5%	-11,3%
Crédits à l'habitat	188 682	212 123	241 031	260 763	289 190	294 655	297 651	302 839	313 576	3,5%	8,4%
Autres crédits	957	1 185	1 289	1 731	4 494	4 585	4 945	5 291	5 441	2,8%	21,1%
<b>Collectivités locales</b>	<b>34 090</b>	<b>39 499</b>	<b>39 194</b>	<b>36 060</b>	<b>48 228</b>	<b>46 886</b>	<b>47 886</b>	<b>48 003</b>	<b>56 975</b>	<b>18,7%</b>	<b>18,1%</b>
Crédits d'exploitation	2 087	7 152	4 967	3 201	5 511	4 318	3 312	3 573	5 147	44,1%	-6,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 436	7 074	4 899	3 167	4 150	2 835	1 978	2 439	4 232	73,5%	2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	652	78	68	34	1 361	1 483	1 334	1 133	914	-19,3%	-32,8%
Crédits d'investissement	30 807	31 296	33 225	32 118	42 022	41 881	43 900	43 764	51 644	18,0%	22,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	30 790	31 254	33 164	31 971	41 840	41 703	43 726	43 598	51 481	18,1%	23,0%
<i>Crédit-bail</i>	17	42	61	147	182	177	174	166	163	-1,8%	-10,4%
Crédits à l'habitat	637	557	488	395	358	350	341	333	5	-98,5%	-98,6%
Autres crédits	559	494	514	346	337	337	333	333	179	-46,2%	-46,9%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>12 496</b>	<b>10 400</b>	<b>10 022</b>	<b>9 732</b>	<b>13 941</b>	<b>14 807</b>	<b>14 331</b>	<b>13 067</b>	<b>15 147</b>	<b>15,9%</b>	<b>8,7%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>511 414</b>	<b>604 165</b>	<b>701 579</b>	<b>756 012</b>	<b>828 562</b>	<b>835 687</b>	<b>843 730</b>	<b>852 385</b>	<b>889 160</b>	<b>4,3%</b>	<b>7,3%</b>
Créances douteuses brutes	15 044	14 802	14 213	15 435	16 545	17 467	18 768	19 237	18 138	-5,7%	9,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 115	4 858	4 586	5 045	5 719	6 466	7 633	7 957	6 792	-14,6%	18,8%
<i>dont entreprises</i>	3 298	2 870	2 651	2 896	3 158	3 065	3 843	4 299	3 761	-12,5%	19,1%
<i>dont ménages</i>	1 713	1 923	1 882	2 114	2 558	2 517	2 741	2 595	2 882	11,1%	12,7%
<i>Provisions</i>	9 929	9 944	9 627	10 390	10 826	11 001	11 135	11 280	11 346	0,6%	4,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>526 458</b>	<b>618 967</b>	<b>715 792</b>	<b>771 447</b>	<b>845 107</b>	<b>853 154</b>	<b>862 498</b>	<b>871 622</b>	<b>907 298</b>	<b>4,1%</b>	<b>7,4%</b>
Taux de créances douteuses	2,9%	2,4%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	2,2%	2,0%	-0,2 pt	0 pt
Taux de provisionnement	66,0%	67,2%	67,7%	67,3%	65,4%	63,0%	59,3%	58,6%	62,6%	3,9 pt	-2,8 pt

# Conjoncture financière et bancaire

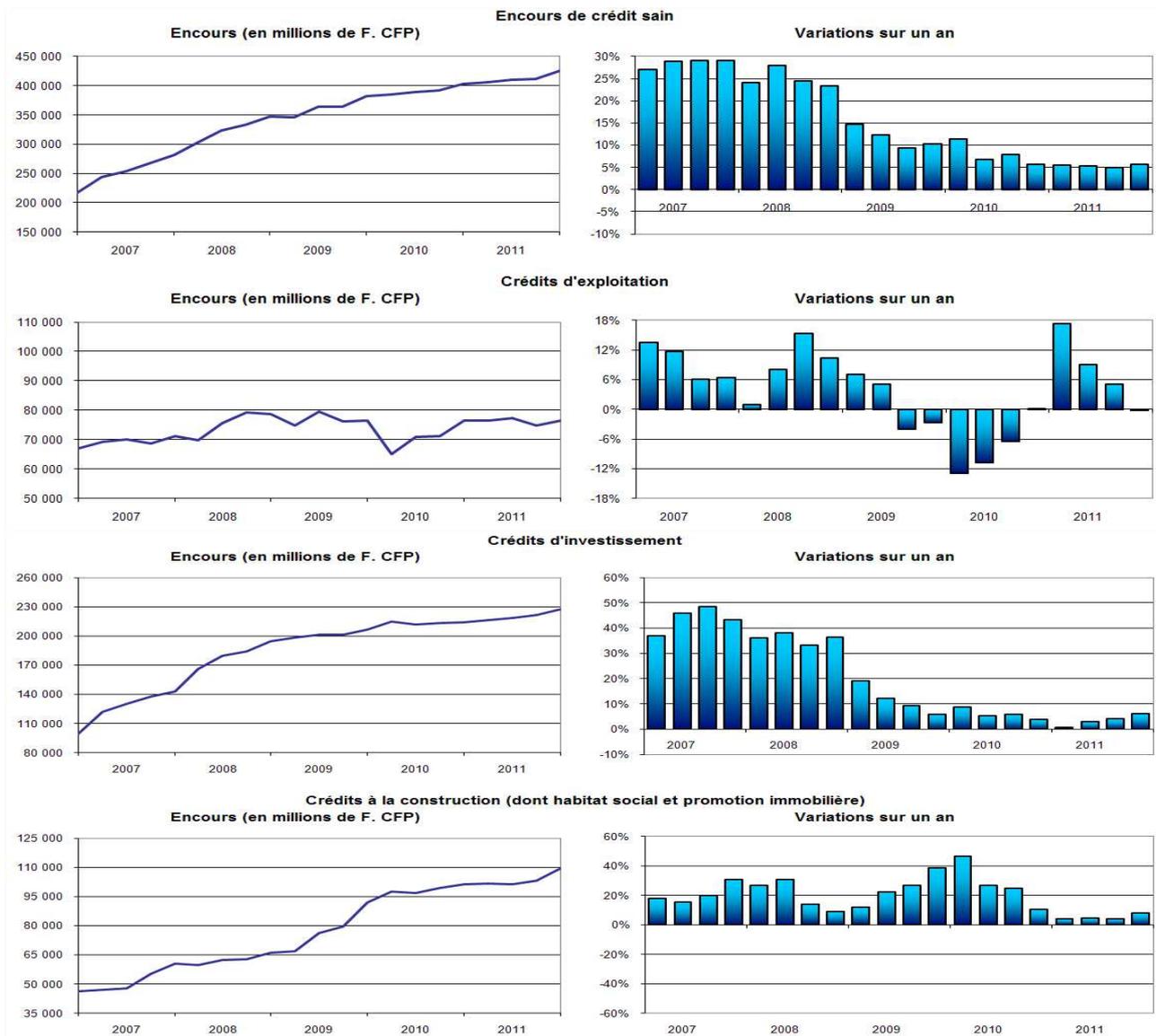


## L'endettement des ménages

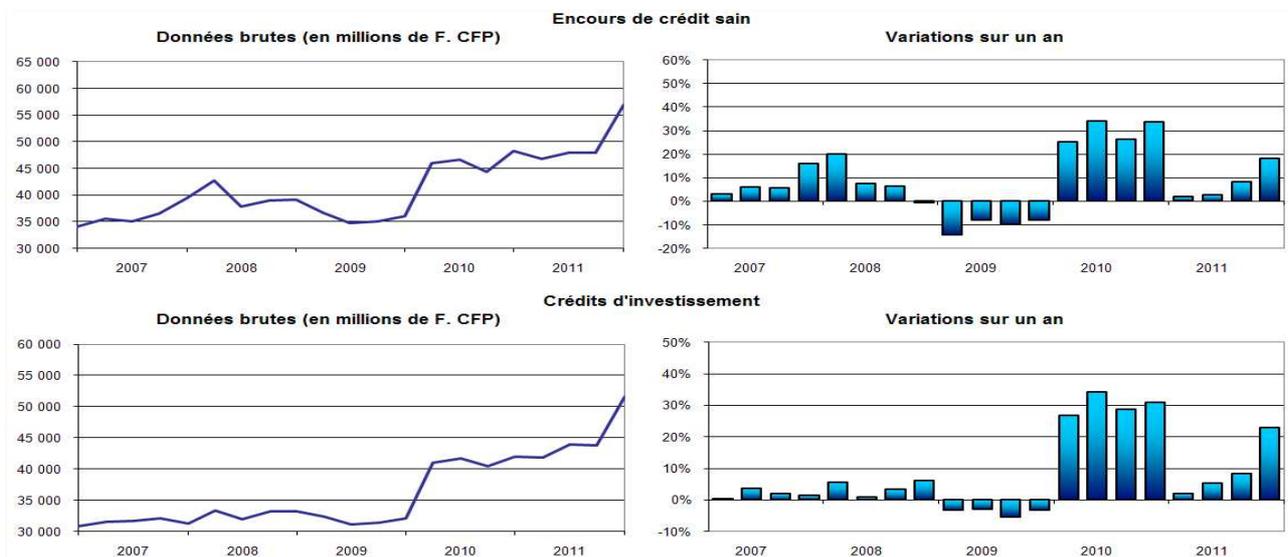


# Conjoncture financière et bancaire

## L'endettement des entreprises



## L'endettement des collectivités locales



# Conjoncture financière et bancaire

## 4.2 Les passifs des établissements locaux

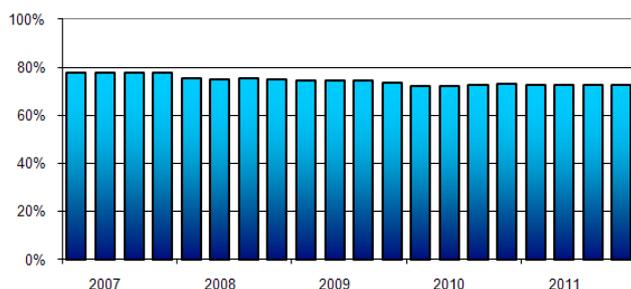
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>192 595</b>	<b>227 925</b>	<b>258 887</b>	<b>273 867</b>	<b>285 484</b>	<b>285 577</b>	<b>287 667</b>	<b>289 041</b>	<b>297 824</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>
Crédits d'exploitation	66 990	69 840	77 994	76 575	73 912	75 157	77 294	74 862	76 400	2,1%	3,4%
<i>Créances commerciales</i>	3 125	3 527	3 893	4 047	4 201	3 949	3 998	4 424	5 013	13,3%	19,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34 721	40 278	43 022	44 016	42 249	41 584	40 843	41 632	41 332	-0,7%	-2,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 688	1 649	1 382	1 455	1 427	1 315	1 313	1 490	1 389	-6,8%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	29 145	26 035	31 079	28 512	27 461	29 623	32 453	28 806	30 055	4,3%	9,4%
Crédits d'investissement	94 407	117 341	137 025	147 026	159 510	160 803	160 138	163 351	168 179	3,0%	5,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	84 446	106 902	126 762	138 080	150 476	152 211	151 580	154 469	159 100	3,0%	5,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 585	7 362	8 175	8 677	9 180	9 160	9 076	9 109	9 186	0,8%	0,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 962	10 439	10 262	8 947	9 034	8 591	8 558	8 881	9 079	2,2%	0,5%
Crédits à la construction	26 430	35 123	37 493	43 293	40 746	37 777	38 242	38 976	40 526	4,0%	-0,5%
Autres crédits	4 768	5 621	6 375	6 973	11 316	11 840	11 993	11 852	12 719	7,3%	12,4%
<b>Ménages</b>	<b>202 285</b>	<b>220 574</b>	<b>247 721</b>	<b>264 964</b>	<b>291 891</b>	<b>295 230</b>	<b>298 606</b>	<b>304 787</b>	<b>316 982</b>	<b>4,0%</b>	<b>8,6%</b>
Crédits à la consommation	51 869	53 176	55 241	56 463	59 111	58 206	59 122	61 069	61 914	1,4%	4,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 076	37 435	39 537	41 593	43 900	43 085	44 031	46 322	47 950	3,5%	9,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 007	2 602	2 895	2 913	3 793	4 103	4 387	4 355	3 834	-12,0%	1,1%
<i>Crédit-bail</i>	11 786	13 139	12 809	11 957	11 419	11 019	10 703	10 392	10 130	-2,5%	-11,3%
Crédits à l'habitat	149 459	166 213	191 191	206 770	228 286	232 439	234 651	238 513	249 711	4,7%	9,4%
Autres crédits	957	1 185	1 289	1 731	4 494	4 585	4 833	5 205	5 357	2,9%	19,2%
<b>Collectivités locales</b>	<b>4 308</b>	<b>9 566</b>	<b>7 471</b>	<b>6 238</b>	<b>10 879</b>	<b>9 667</b>	<b>8 984</b>	<b>9 429</b>	<b>11 884</b>	<b>26,0%</b>	<b>9,2%</b>
Crédits d'exploitation	2 087	7 152	4 967	3 201	5 511	4 318	3 312	3 573	5 147	44,1%	-6,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 436	7 074	4 899	3 167	4 150	2 835	1 978	2 439	4 232	73,5%	2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	652	78	68	34	1 361	1 483	1 334	1 133	914	-19,3%	-32,8%
Crédits d'investissement	1 767	2 000	2 130	2 700	5 068	5 057	5 389	5 581	6 737	20,7%	32,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 750	1 958	2 069	2 553	4 886	4 879	5 215	5 415	6 574	21,4%	34,5%
<i>Crédit-bail</i>	17	42	61	147	182	177	174	166	163	-1,8%	-10,4%
Crédits à l'habitat	454	414	374	337	300	292	283	275	0	n.s.	n.s.
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>12 496</b>	<b>10 168</b>	<b>9 786</b>	<b>9 297</b>	<b>12 835</b>	<b>13 702</b>	<b>13 227</b>	<b>12 512</b>	<b>15 136</b>	<b>21,0%</b>	<b>17,9%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>411 684</b>	<b>468 233</b>	<b>523 865</b>	<b>554 366</b>	<b>601 089</b>	<b>604 176</b>	<b>608 484</b>	<b>615 769</b>	<b>641 826</b>	<b>4,2%</b>	<b>6,8%</b>
Créances douteuses brutes	14 867	14 206	13 321	14 756	15 741	16 023	16 952	17 376	17 152	-1,3%	9,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 938	4 263	3 694	4 366	4 915	5 022	5 817	6 096	5 806	-4,8%	18,1%
<i>dont entreprises</i>	3 298	2 573	2 214	2 625	2 893	2 797	3 570	4 006	3 459	-13,7%	19,6%
<i>dont ménages</i>	1 536	1 625	1 427	1 706	2 019	1 997	2 224	2 076	2 197	5,8%	8,8%
<i>Provisions</i>	9 929	9 943	9 627	10 390	10 826	11 001	11 135	11 280	11 346	0,6%	4,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>426 551</b>	<b>482 439</b>	<b>537 186</b>	<b>569 122</b>	<b>616 830</b>	<b>620 199</b>	<b>625 436</b>	<b>633 145</b>	<b>658 978</b>	<b>4,1%</b>	<b>6,8%</b>
Taux de créances douteuses	3,5%	2,9%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,7%	2,7%	2,6%	-0,1 pt	0 pt
Taux de provisionnement	66,8%	70,0%	72,3%	70,4%	68,8%	68,7%	65,7%	64,9%	66,1%	1,2 pt	-2,7 pt

# Conjoncture financière et bancaire

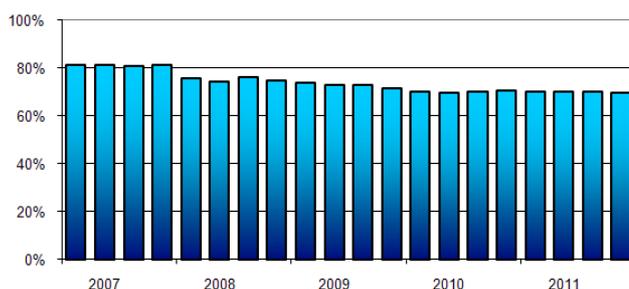
## Crédits ZE

### Parts de marché des établissements installés localement

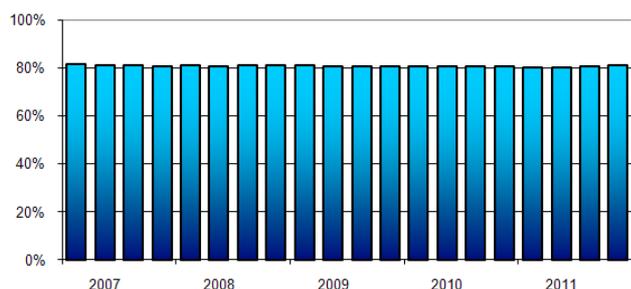
Encours de crédit brut total



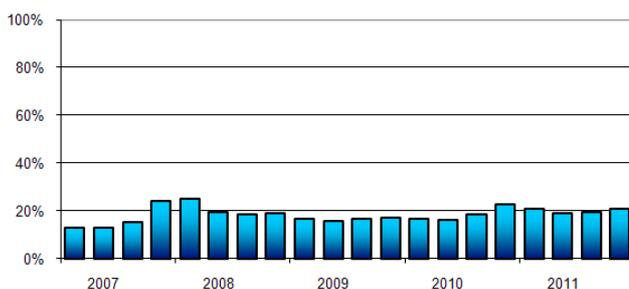
Encours de crédit aux entreprises



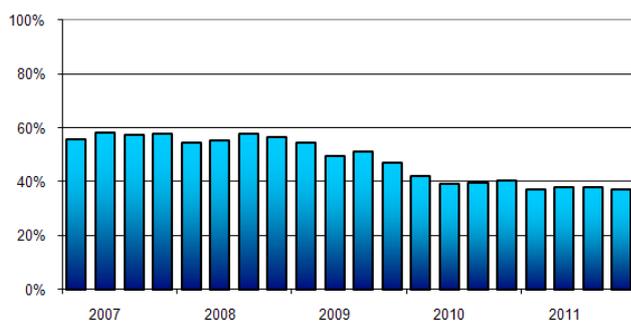
Encours de crédit aux ménages



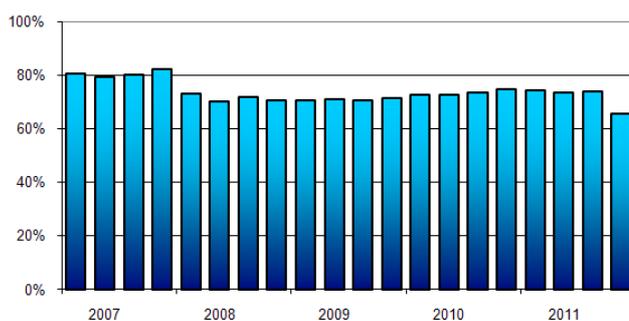
Encours de crédit aux collectivités locales



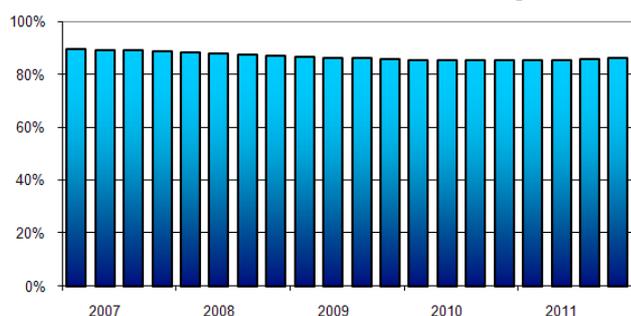
Encours de crédit à la construction des entreprises



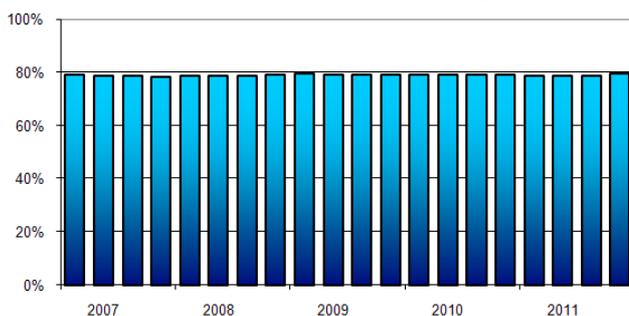
Encours de crédit d'équipement des entreprises



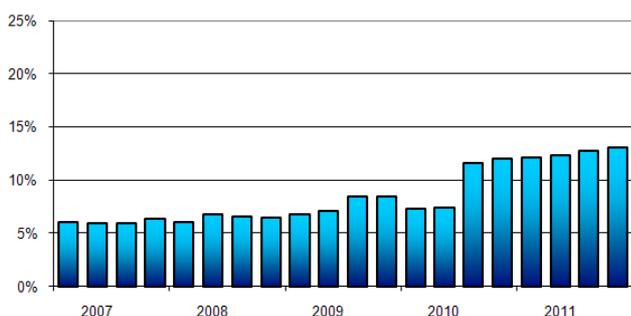
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



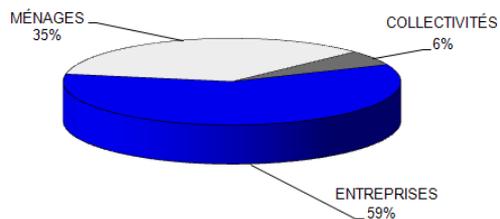
## 5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

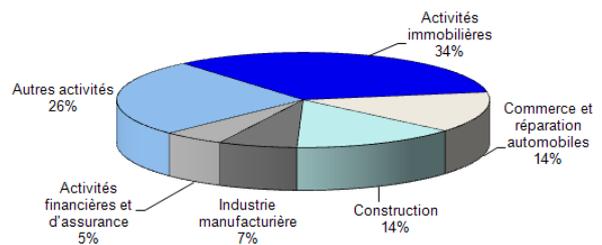
Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités et commencent depuis le troisième trimestre 2010.

### 5.1 Les risques sectoriels déclarés au SCR

Répartition des risques par bénéficiaires au 31 décembre 2011

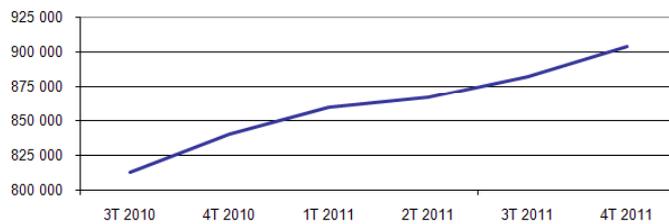


Répartition des risques sur les entreprises au 31 décembre 2011

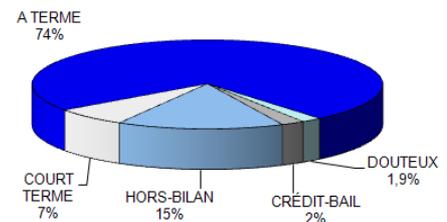


#### ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

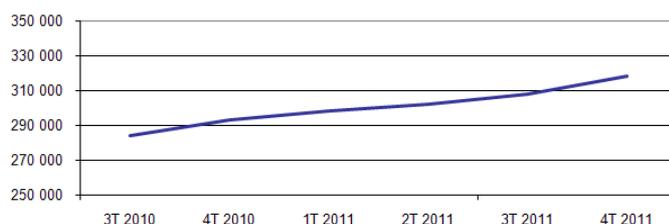


Structure en %

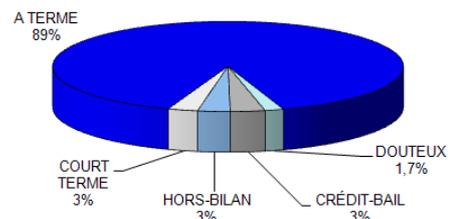


#### MÉNAGES

Encours en millions de F CFP

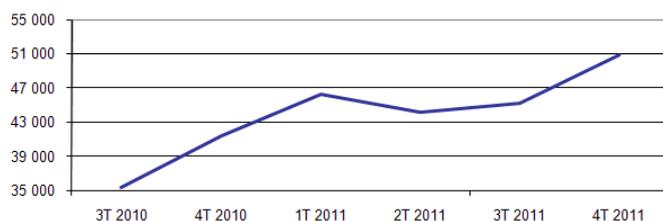


Structure en %

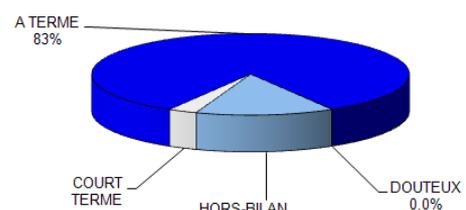


#### COLLECTIVITÉS

Encours en millions de F CFP



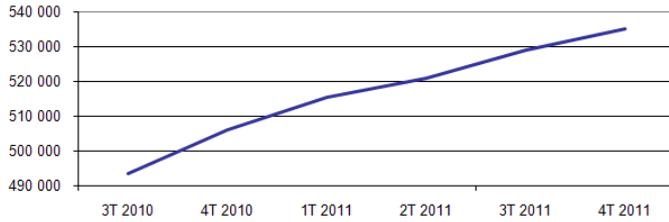
Structure en %



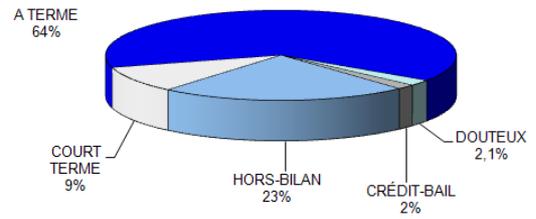
# Conjoncture financière et bancaire

## ENTREPRISES

Encours en millions de F CFP

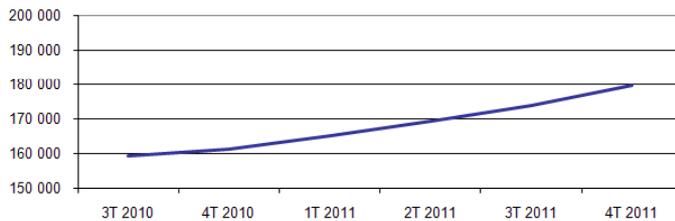


Structure en %

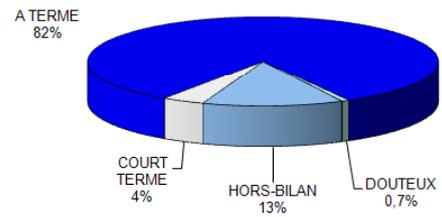


## Activités immobilières

Encours en millions de F CFP

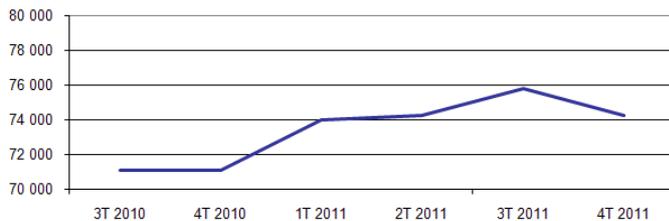


Structure en %

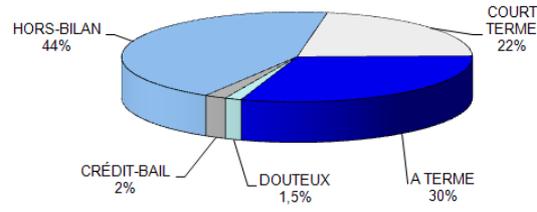


## Commerce et réparation automobiles

Encours en millions de F CFP

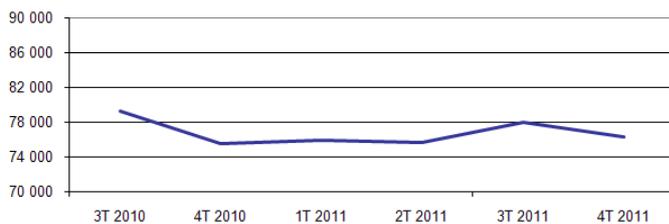


Structure en %

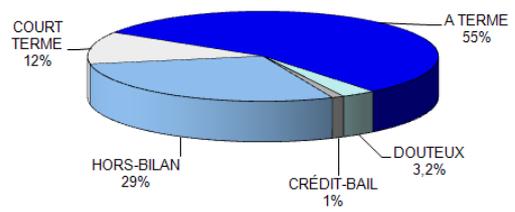


## Construction

Encours en millions de F CFP

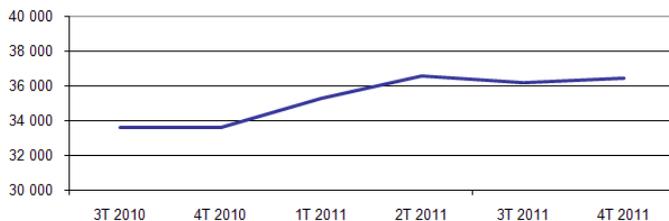


Structure en %

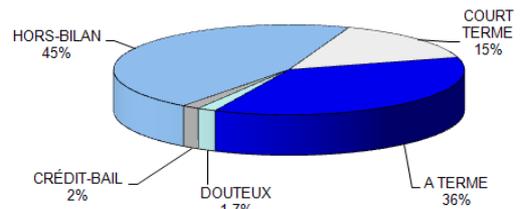


## Industrie manufacturière

Encours en millions de F CFP



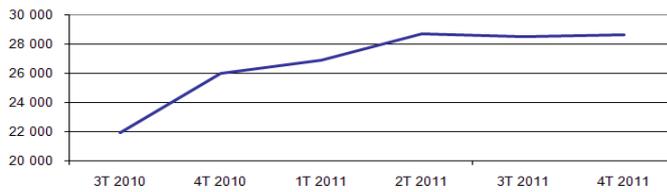
Structure en %



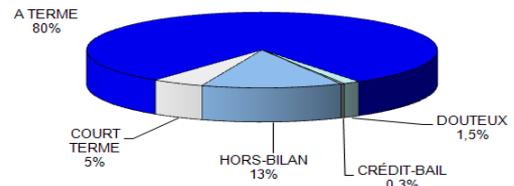
# Conjoncture financière et bancaire

## Activités financières et d'assurance

Encours en millions de F CFP

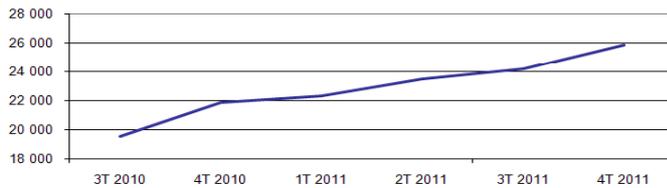


Structure en %

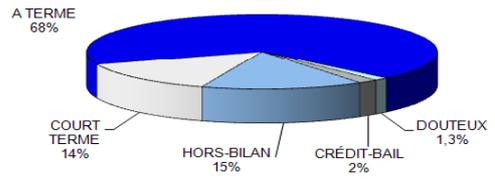


## Activités spécialisées, scientifiques et technique

Encours en millions de F CFP

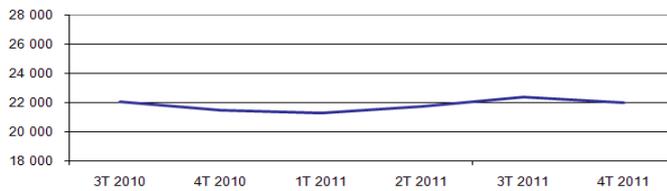


Structure en %

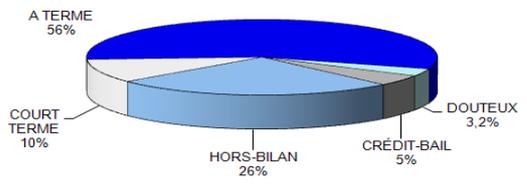


## Transports et entreposage

Encours en millions de F CFP

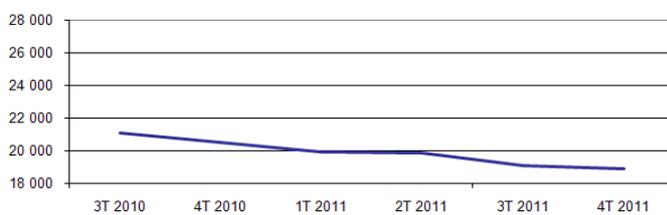


Structure en %

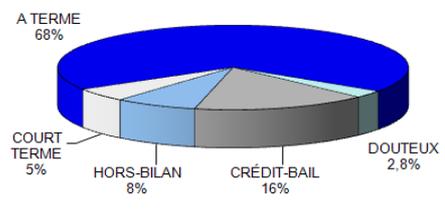


## Services administratifs et de soutien

Encours en millions de F CFP

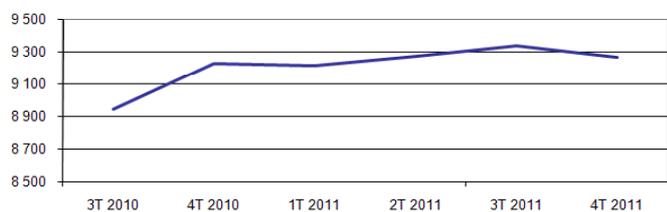


Structure en %

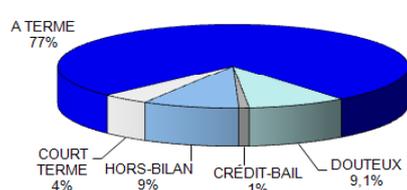


## Agriculture, sylviculture et pêche

Encours en millions de F CFP



Structure en %

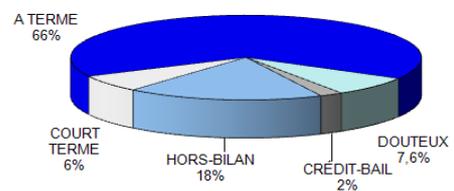


## Autres secteurs (y compris radiés)

Encours en millions de F CFP



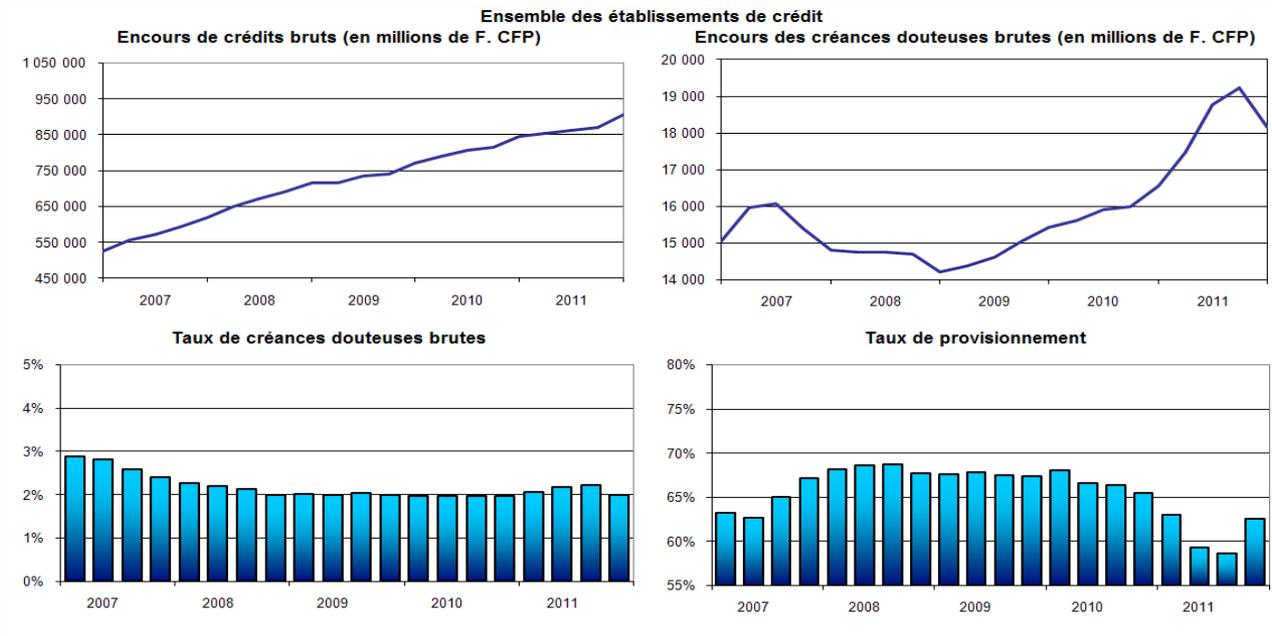
Structure en %



# Conjoncture financière et bancaire

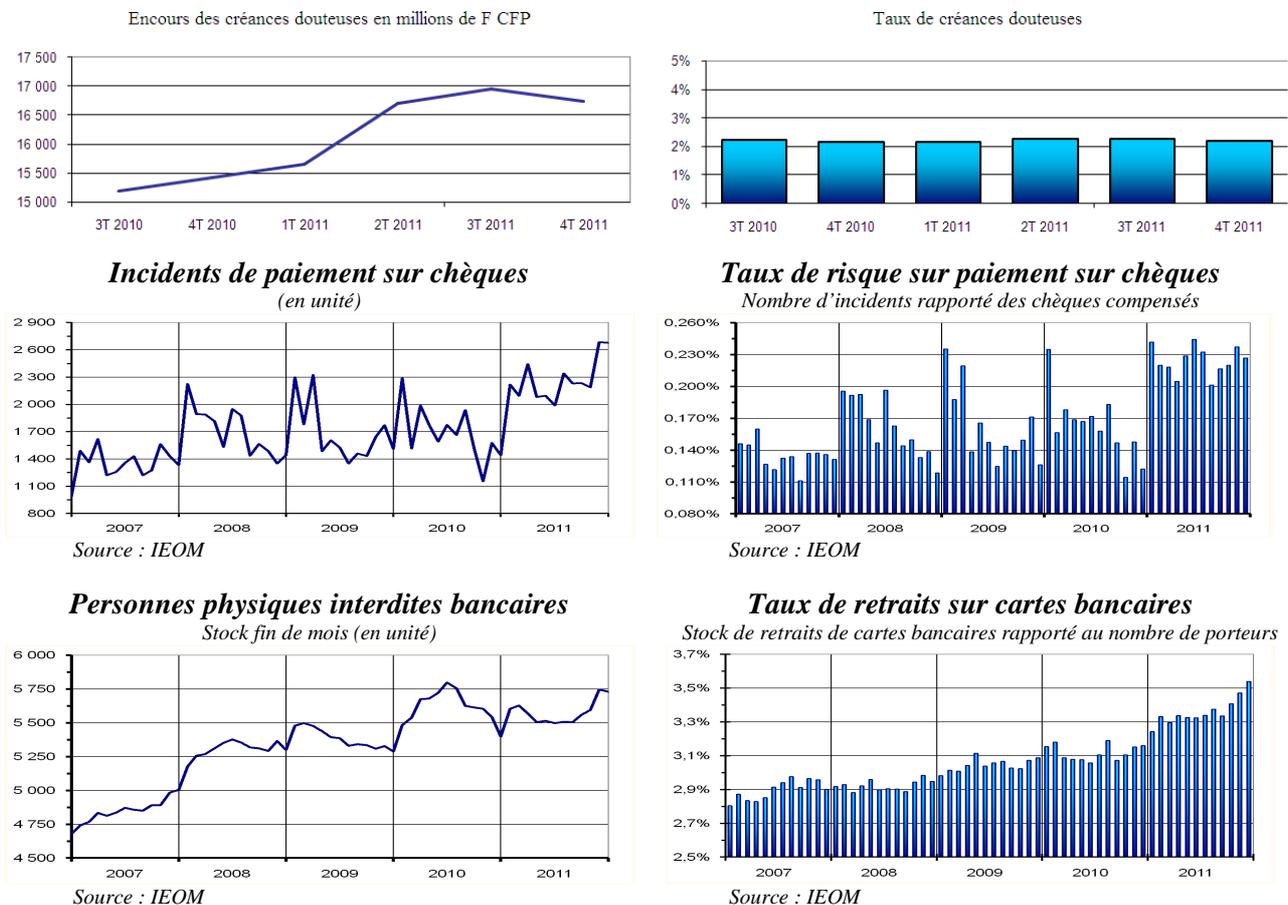
## 5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

### Les indicateurs globaux (source : SURFI)



### Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

#### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

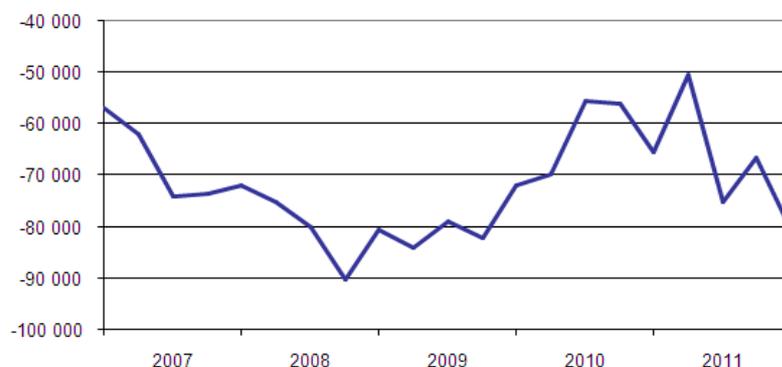


## 6. Le financement des concours bancaires

### 6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>441 085</b>	<b>502 046</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>642 303</b>	<b>640 478</b>	<b>649 042</b>	<b>653 223</b>	<b>677 422</b>	<b>3,7%</b>	<b>5,5%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	426 551	482 439	537 186	569 122	616 830	620 199	625 436	633 145	658 978	4,1%	6,8%
Réserves obligatoires et libres	14 534	19 607	18 047	25 369	25 473	20 279	23 606	20 078	18 444	-8,1%	-27,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>441 085</b>	<b>502 046</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>642 303</b>	<b>640 478</b>	<b>649 042</b>	<b>653 223</b>	<b>677 422</b>	<b>3,7%</b>	<b>5,5%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	321 074	357 957	392 262	430 334	482 504	496 740	481 320	485 561	495 119	2,0%	2,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	49 650	54 249	57 149	60 484	61 287	61 261	64 696	64 567	64 081	-0,8%	4,6%
Excédent des opérations diverses des EC	4 795	7 518	8 082	14 135	15 169	13 630	9 212	18 406	18 403	0,0%	21,3%
Réescompte	8 862	10 388	17 317	17 522	18 034	18 557	18 586	18 161	19 309	6,3%	7,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	56 704	71 934	80 423	72 016	65 309	50 290	75 228	66 528	80 510	21,0%	23,3%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

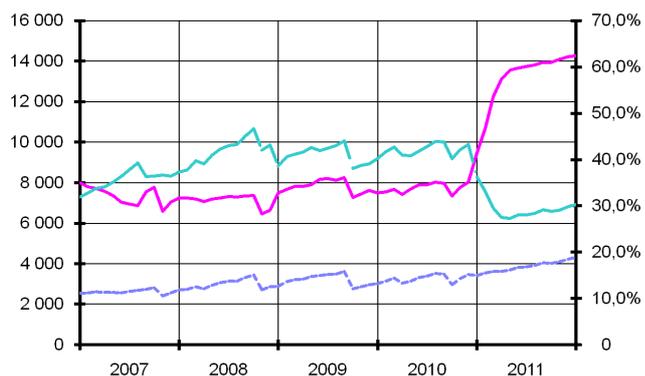


### 6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Cotation (nombre)</b>											
Cotes valides	7 990	7 242	7 495	7 492	9 473	13 113	13 732	13 941	14 269	<b>2,4%</b>	<b>50,6%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 546	2 700	2 894	3 008	3 423	3 606	3 847	4 021	4 313	<b>7,3%</b>	<b>26,0%</b>
Taux	32%	37%	39%	40%	36%	27%	28%	29%	30%	1 pt	-6 pt
<b>Refinancement (montants en millions de XPF)</b>	<b>8 865</b>	<b>10 388</b>	<b>17 317</b>	<b>17 522</b>	<b>18 035</b>	<b>18 554</b>	<b>18 587</b>	<b>18 161</b>	<b>19 309</b>	<b>6,3%</b>	<b>7,1%</b>
Entreprises	8 583	10 262	17 274	17 513	18 031	18 551	18 584	18 159	19 307	6,3%	7,1%
Particuliers	282	126	43	9	4	3	3	2	2	0,0%	ns

#### Cotation des entreprises

Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles — Taux d'éligibilité —



Source : IEOM

#### Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Source : IEOM

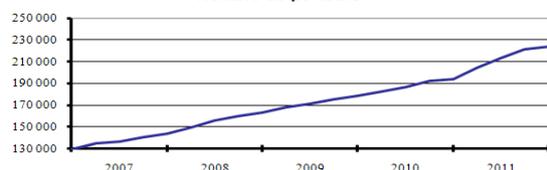
# Conjoncture financière et bancaire

## 7. La monétique et les échanges de valeur

### 7.1 La monétique

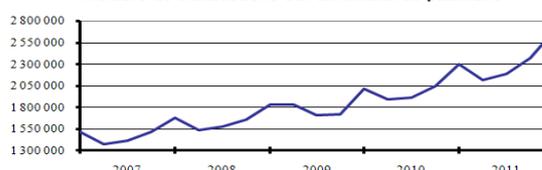
Monétique	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	Variations	
										1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>											
Nombre de cartes	129 611	143 834	163 219	178 475	194 268	204 543	213 593	221 067	223 576	1,1%	15,1%
Carte Bleue	76 853	82 881	89 189	96 660	105 332	106 879	108 798	111 702	111 667	0,0%	6,0%
Carte Jade	26 208	29 474	32 788	34 648	36 020	37 271	38 980	40 626	41 917	3,2%	16,4%
Cartes privatives	26 550	31 479	41 242	47 167	52 916	60 393	65 815	68 739	69 992	1,8%	32,3%
<b>Terminal de paiement électronique</b>											
Nombre de TPE	2 420	2 669	2 850	3 037	3 247	3 247	3 425	3 568	3 633	1,8%	11,9%
Nombre de transactions	1 508 231	1 679 890	1 822 567	2 009 747	2 294 999	2 107 582	2 177 738	2 362 488	2 682 869	13,6%	16,9%
Montant (milliers de XPF)	13 874 648	15 202 364	16 669 111	17 810 114	20 142 879	18 100 979	18 471 504	19 684 473	22 753 314	15,6%	13,0%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	8	9	2,4%	-3,4%
<b>Machines de traitement mécanique</b>											
Nombre de MTM	221	215	44	39	44	43	37	37	37	0,0%	-15,9%
Nombre de transactions	4 526	4 279	4 315	5 574	6 063	6 301	6 183	8 271	8 237	-0,4%	35,9%
Montant (milliers de XPF)	140 098	132 400	123 767	178 605	189 452	190 808	203 150	225 181	241 467	7,2%	27,5%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	31	31	29	32	31	30	33	27	29	7,7%	-6,1%
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>											
Nombre d'automates	137	148	164	192	202	208	215	217	223	2,8%	10,4%
Nombre de retraits	1 193 762	1 394 810	1 601 145	1 757 212	1 911 099	1 796 726	1 960 661	2 053 622	2 148 277	4,6%	12,4%
Montant (milliers de XPF)	11 482 042	14 318 680	17 829 433	19 461 892	21 063 058	19 397 836	20 657 668	21 899 194	24 395 484	11,4%	15,8%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	10	10	11	11	11	11	11	11	11	6,5%	3,6%

Nombre de porteurs



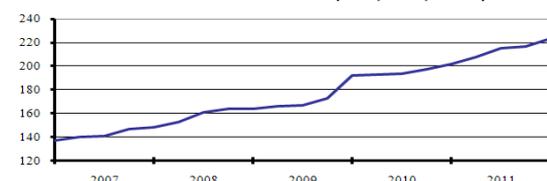
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



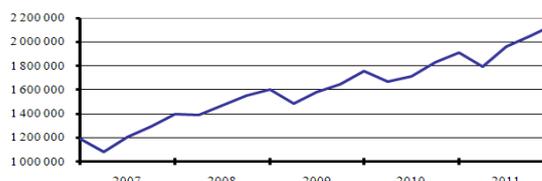
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

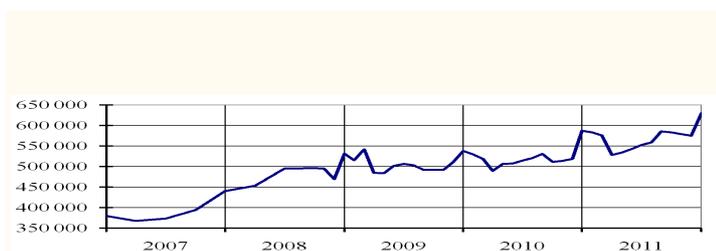


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

### 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	Variations	
										1 trim	1 an
<b>En nombre</b>											
Chèques	4 701 513	4 895 325	5 117 235	5 211 117	5 181 461	4 916 308	5 092 432	5 215 488	5 334 554	2,3%	3,0%
Virements	876 539	957 713	1 023 173	1 043 435	1 034 221	956 742	1 030 500	1 078 921	1 089 559	1,2%	5,4%
Effets	3 912	3 511	3 328	3 034	2 991	2 891	2 856	2 882	2 914	1,1%	-2,6%
Autres	659 850	723 909	781 021	833 783	886 925	967 605	938 954	988 889	936 704	-5,3%	5,6%
<b>En millions de F CFP</b>											
Chèques	187 412	216 433	249 154	246 141	268 285	239 234	250 144	262 015	282 929	8,0%	5,5%
Virements	169 341	198 822	254 468	263 966	290 615	258 792	272 429	290 070	315 853	8,9%	8,7%
Effets	7 300	7 358	7 929	7 133	6 804	6 634	7 017	7 043	7 870	11,7%	15,7%
Autres	15 455	17 249	19 982	20 283	21 500	23 331	23 089	23 769	23 137	-2,7%	7,6%

#### Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

# Conjoncture financière et bancaire

## 8. Rappel des taux

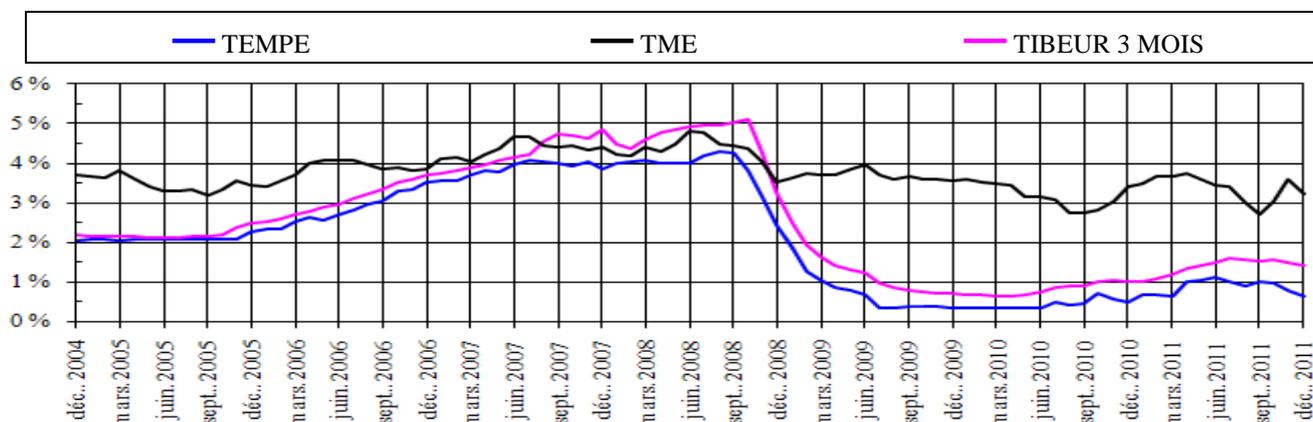
### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %	<b>0,71 %</b>

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

2011 -12	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

### 8.4 Les taux de l'usure

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
<b>Prêts immobiliers</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
<b>Autres crédits aux particuliers</b>		Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires			
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF			
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires			
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		Découverts en compte (1)	13,80%

(1) y compris commission du plus fort découvert

# Conjoncture financière et bancaire

## 8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

#### Evolution du coût du crédit aux particuliers

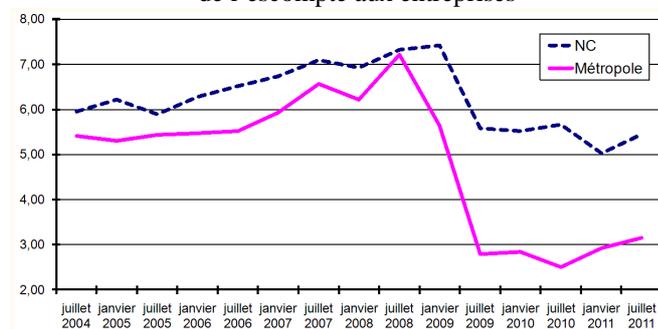
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2009	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,28%	5,02%	4,75%	4,63%	4,63%	-0,12 pt	–
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	17,03%	17,17%	17,91%	18,28%	–	-17,91 pt	-18,28 pt
Découverts.....	10,30%	10,51%	10,28%	11,20%	9,36%	-0,92 pt	-1,84 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,38%	6,99%	6,44%	6,15%	6,06%	-0,38 pt	-0,09 pt
<b>TMPG.....</b>	<b>6,40%</b>	<b>6,21%</b>	<b>5,85%</b>	<b>5,74%</b>	<b>5,61%</b>	<b>-0,24 pt</b>	<b>-0,13 pt</b>
Déclarations (en nb).....	4 415	4 316	5 295	4 159	5 603	5,8%	34,7%

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

#### Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2009	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	5,57%	5,52%	5,66%	5,03%	5,45%	-0,21 pt	0,42 pt
Découvert.....	4,42%	4,06%	4,24%	5,05%	5,79%	1,55 pt	0,74 pt
Autres court terme.....	4,72%	4,61%	4,80%	3,84%	4,78%	-0,02 pt	0,94 pt
<b>Ensemble court terme.....</b>	<b>4,94%</b>	<b>4,77%</b>	<b>4,94%</b>	<b>4,89%</b>	<b>5,46%</b>	<b>0,52 pt</b>	<b>0,57 pt</b>
<b>Moyen et long terme.....</b>	<b>4,65%</b>	<b>4,39%</b>	<b>4,32%</b>	<b>4,58%</b>	<b>4,58%</b>	<b>0,26 pt</b>	<b>–</b>
<b>TMPG.....</b>	<b>4,83%</b>	<b>4,62%</b>	<b>4,70%</b>	<b>4,77%</b>	<b>5,07%</b>	<b>0,37 pt</b>	<b>0,30 pt</b>
Déclarations (en nb).....	2 216	1 743	2 077	1 490	2 004	- 3,5%	-100,0%

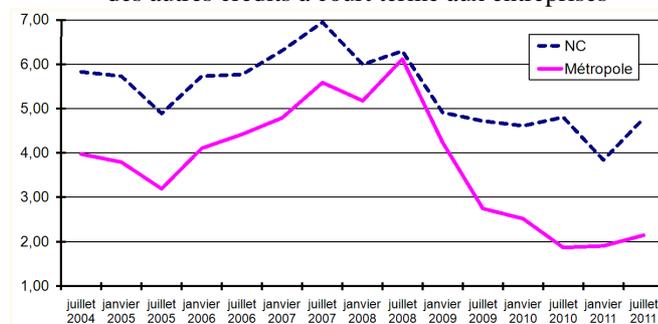
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



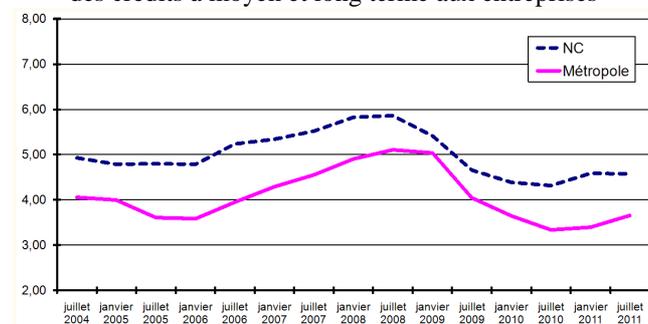
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



**Nota :** Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement (AFD) ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

## Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée correspond à la nomenclature statistique nationale d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, NAF 2008) :

Code	Section	Division
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1 à 3
B	Industries extractives	5 à 9
C	Industrie manufacturière	10 à 33
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36 à 39
F	Construction	41 à 43
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45 à 47
H	Transports et entreposage	49 à 53
I	Hébergement et restauration	55 à 56
J	Information et communication	58 à 63
K	Activités financières et d'assurance	64 à 66
L	Activités immobilières	68
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69 à 75
N	Activités de services administratifs et de soutien	77 à 82
O	Administration publique	84
P	Enseignement	85
Q	Santé humaine et action sociale	86 à 88
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90 à 93
S	Autres activités de services	94 à 96
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	97 à 98
U	Activités extra-territoriales	99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE  
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer le 13 mars 2012  
Dépôt légal : mars 2012 - n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)



## *Coordonnées du siège*

### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03